

Aufgrund eines am 10. Dezember 1996 unterzeichneten Abkommens zwischen Irak und der Uno, welches die Uno-Resolution 986 in die Tat umsetzt, darf jetzt Irak pro Vierteljahr Erdöl und Erdölprodukte im Gegenwert von einer Milliarde US-Dollar exportieren, um Pharmaprodukte und Nahrungsmittel zu kaufen. Erste irakische Ölverkäufe sind schon erfolgt. Hingegen hat die Versendung und Verteilung dieser Pharmaprodukte und Nahrungsmittel an die irakische Bevölkerung noch nicht begonnen, da die verlangte buchstabengetreue Erfüllung aller Teile des «Memorandum of Understanding» vom 20. Mai 1996, welches die Modalitäten der Abwicklung festhält, diese Verzögerung bewirkt hat.

Sollen die ersten Lieferungen nun wirklich nicht wie definitiv erwartet Ende März beginnen, wird die Schweiz, welche die Uno-Sanktionen autonom nachvollzogen hat, versuchen, im Kontakt mit Mitgliedern des Sicherheitsrates auf den effektiven Beginn der Lieferungen hinzuwirken.

95.062

«Für unsere Zukunft im Herzen Europas». Volksinitiative

«Pour notre avenir au coeur de l'Europe». Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 100 hiervoor – Voir page 100 ci-devant

Scherrer Werner (–, BE): Wie schon einige Vorredner vom letzten Mittwoch bin ich der Meinung, dass wir diese Volksinitiative ablehnen müssen. Die wichtigsten Gründe wurden schon erwähnt. Die Kompetenzdelegation spielt nicht. Der Bundesrat hat auch befürchtet, dass der Personalbestand des Bundes um mehrere hundert Stellen aufgestockt werden müsste; das hätte auch Auswirkungen auf die Bundesfinanzen.

Ich teile die Ansicht der Initianten nicht, dass es sich um einen schwarzen Sonntag handelt, als unser Volk den Beitritt zum EWR abgelehnt hatte. Es ist auch interessant, dass es für alle jene Gegner, die teilweise mit dem Herzen für Europa sind, nicht einfach war, diese Initiative abzulehnen.

Ich habe die Botschaft durchgelesen und festgestellt, dass es den Initianten im wesentlichen darum geht, eine gewisse Reanimation des Dialogs zu bewerkstelligen. Ein Dialog in dieser Frage ist sicher richtig. Ein Dialog beinhaltet aber nicht die Verteufelung der Argumente des Gegners, sondern ich würde auch im Hinblick auf kommende Europaabstimmungen und Europadiskussionen meinen, dass es doch endlich einmal an der Zeit wäre, wirklich eine vertiefte inhaltliche Diskussion zu führen, wie es uns die Initianten in einem Rundschreiben vorgeschlagen haben. Dieser Dialog beinhaltet natürlich, dass die Argumente pro und kontra korrekt auf den Tisch gelegt werden.

Hier vermisste ich nach wie vor eine gewisse Ausgewogenheit von seiten der Bundesstellen. Ich habe gerade das letzte Bulletin «CH-Euro-Integration» gelesen, das wir letzte Woche erhalten haben, und muss feststellen, dass unsere Bundesstellen ganz einseitig pro Europa informieren. Das ist nicht richtig und nicht korrekt. Ich wünschte, dass Herr Bundesrat Delamuraz, der vermutlich der Oberverantwortliche dieses Bulletins ist, zum Rechten sieht und auch den Gegnern der Europazugehörigkeit Richtung Brüssel die Möglichkeit gibt, in diesem Bulletin ihre Begründungen darzulegen.

Es ist so, dass die Gegner, zu denen ich schon seit dem Anfang gehöre und auch in Zukunft gehören werde, nicht gegen ein Europa sind, allerdings so, wie es uns vorschwebt. Wir sind aber gegen die Lösung mit einem Brüsseler Diktat.

Ziegler Jean (S, GE): Je suis probablement le seul, ou l'un des très rares d'entre nous, à défendre cette initiative avec conviction pour des raisons qui me semblent tout à fait évidentes et aller de soi.

Je vis ma vie à l'université, depuis des décennies, je vis tous les jours la condition sociale, intellectuelle, spirituelle et professionnelle des étudiants, des jeunes générations. Je crois qu'aucun de vous ne se rend compte dans quelle situation professionnelle et psychologique se trouvent aujourd'hui les jeunes, hommes et femmes, de notre pays – et ce que je dis de l'université est vrai aussi pour les écoles professionnelles, pour les apprentis, et pour tous les secteurs de notre jeunesse. C'est la frustration la plus totale qui domine, la méfiance la plus profonde face à cette classe politique incompétente, indolente, incapable de mener notre pays au-delà de ce seuil de l'isolement, du refus permanent et de la solitude.

Si cet après-midi encore vous refusez cette initiative, qui représente quelque chose – 100 000 signatures, sans aucun lobby, sans aucun millionnaire du côté d'Ems à l'arrière-plan qui finance des bureaux de relations publiques, le travail militant exemplaire pour notre démocratie qui a fait que cette initiative est devant nous aujourd'hui –, si vous dites simplement: «ça ne nous intéresse pas, rentrez chez vous, c'est terminé, ce n'est pas un sujet qui nous intéresse», après ces efforts-là, c'est une faute psychologique grave qu'on paiera d'une façon ou d'une autre.

J'en viens aux problèmes de détail.

Les collègues que j'ai entendus la semaine dernière – je parle des socialistes, des gens intelligents – ont dit: «On voudrait bien voter pour cette initiative, malheureusement, juridiquement c'est impossible. Ce n'est pas le Conseil fédéral qui peut faire l'économie d'une votation quand il s'agit d'un traité entre Etats.» Or, l'adhésion à l'Espace économique européen n'est pas un traité entre Etats. Le Conseil fédéral lui-même était dans le doute en été 1992: faut-il soumettre? faut-il ne pas soumettre?

J'ai repris le grand Traité de droit international public, de Paul Guggenheim, qui fait autorité et dit qu'il y a un traité entre Etats quand la souveraineté d'un des deux partenaires est en jeu, est modifiée, est touchée. Or ici, pour ce qui est de l'Espace économique européen, ni la souveraineté de la Suisse ni celle autrefois de la Communauté, de l'Union européenne maintenant, ne sont touchées en quoi que ce soit. C'est une union douanière, et strictement rien d'autre. Donc, les autorités en droit international public vous disent qu'il n'y a pas de traité entre Etats, donc qu'il n'y a pas nécessité de la votation populaire, du référendum obligatoire, comme l'exige la constitution. Le Conseil fédéral peut donc, juridiquement, négocier et conclure un nouvel accord sur l'Espace économique, cela ne fait aucun doute.

Deuxième problème de détail, de fait: le problème de la stratégie. On dit: «Maintenant on mène les négociations bilatérales. Alors, comment revenir en arrière sur une votation de 1992, etc.?» Eh bien, depuis cinq ans maintenant, le Conseil fédéral a toujours mené une stratégie multiple. Au moment où nous votons sur l'Espace économique européen – votation, malheureusement, qui a raté –, à ce moment-là déjà, le Conseil fédéral avait déposé la demande d'adhésion à l'Union européenne. Cette demande, elle est toujours là, elle n'est pas révoquée, même maintenant que nous menons les négociations bilatérales. Nous sommes dans une telle impasse, dans une telle solitude, dans un isolationnisme tellement catastrophique sur ce continent et à l'intérieur de la communauté internationale que de nous donner une arme supplémentaire, celle de pouvoir négocier maintenant éventuellement, au niveau de l'exécutif, l'adhésion à l'Espace économique européen, eh bien c'est simplement une arme de plus.

Cela ne dit rien contre les négociations bilatérales en cours et ça ne dit rien du tout contre l'adhésion à l'Union européenne que, moi, je voudrais, comme tous les hommes et femmes raisonnables de ce pays. Cela n'exclut ni l'adhésion à l'Union européenne, ni les négociations bilatérales, c'est une arme de plus.

Je conclus, puisque Mme la présidente me fait signe. Le Fonds de solidarité annoncé par M. Koller, conseiller fédéral, mercredi dernier est une absurdité totale. Au lieu de faire de la politique, on dit qu'on va faire de l'assistance publique.

Je vous prie de prendre maintenant les demandes des jeunes générations de ce pays à coeur, de voter oui à cette initiative, d'aller dans le sens de l'ouverture et de ne pas, dans vingt ans, créer une fondation pour les universitaires suisses qui seront au chômage depuis vingt ans, qui seront exclus en permanence des programmes de recherche et qui seront hors de l'Europe par décision ou plutôt par indolence de ce Parlement et de ce Gouvernement.

Je termine en disant que c'est une chance unique de rallier les jeunes générations, c'est une chance unique de se donner une arme supplémentaire dans l'approche négociée face à l'Union européenne. Il faut donc remercier les initiateurs et donner suite à leur initiative.

Cavadini Adriano (R, TI): Su questa iniziativa mi limiterò a tre brevi considerazioni.

1. È un'iniziativa singolare, in sé simpatica, che tuttavia non può essere accettata per il fatto che vuol delegare la competenza al Consiglio federale di concludere degli accordi e quindi verrebbe meno ai diritti popolari, ai quali i nostri cittadini tengono assai, e già per questo motivo non penso che verrebbe accolta.

2. Sui problemi della nostra posizione in relazione all'Europa, io sono sempre più convinto che il fatto di aver rifiutato nel 1992 l'accordo sullo Spazio economico europeo sia stato un grande errore politico da parte della nostra popolazione. Lo vediamo regolarmente: le nostre aziende incontrano oggi sempre maggiori difficoltà sui mercati europei per burocrazia, formalità, e anche per una certa voglia di creare dei problemi agli imprenditori svizzeri che spesso sono dei concorrenti temibili. Un errore è stato questo voto del 1992. Oggi la nostra priorità deve rimanere legata alle trattative bilaterali. Credo che sia importante giungere, finalmente e anche il più rapidamente possibile, a una conclusione positiva, anche facendo qualche concessione in alcuni settori particolarmente sensibili, come quello della circolazione delle persone e del trasporto delle merci. Noi abbiamo bisogno di avere questi accordi bilaterali! E se finalmente avremo questo risultato, dopo avremo la possibilità di fare un nuovo esame della situazione, di valutarla, di vedere quale sarà stata l'evoluzione in Europa. Dovremo mantenere aperte un po' tutte le possibilità, prima di fissarci su una strategia piuttosto che su un'altra.

3. A mio parere è però importante che la Svizzera si apra verso l'Europa. Non dobbiamo rinchiuderci, come abbiamo purtroppo fatto in questi ultimi tempi. Una chiusura della nostra nazione ci porterebbe soltanto delle conseguenze economiche negative che non sono nel nostro interesse e acuirebbe i problemi di immagine con i quali siamo confrontati da qualche tempo.

Quindi, da tutte queste discussioni mi auguro che nasca un segnale positivo di apertura e non di chiusura della nostra nazione verso l'Europa, verso il mondo, perché la Svizzera, se ha potuto costruire la sua ricchezza, lo deve proprio all'apertura che ha dimostrato in passato.

Columberg Dumeni (C, GR): Wie der bisherige Verlauf der Debatte gezeigt hat, muss die Initiative leider abgelehnt werden, da sie sehr unglücklich formuliert ist, indem sie unsere staatsrechtlichen Prinzipien missachtet. Gleichzeitig möchte ich jedoch mit Nachdruck betonen, dass dieses Nein nicht als Nein zu Europa, nicht als Nein zu einer offenen Schweiz interpretiert werden darf, im Gegenteil: Wir Schweizerinnen und Schweizer haben gar keine andere Wahl, als in diesem Europa aktiv, konstruktiv und intensiv mitzuarbeiten.

Vor einigen Jahren habe ich hier etwas salopp behauptet, der Alleingang wäre unser Untergang, und ich bleibe bei dieser Aussage. Die Folgen unseres Abseitsstehens machen sich tagtäglich bemerkbar. Es sind zwar keine sensationellen Ereignisse, sondern ganz kleine Vorkommnisse, kleine Erschwernisse und Behinderungen, die wir kaum mehr wahrnehmen. Gerade das ist das Gefährliche. Mit der Zeit sum-

mieren sich solche kleinen Nachteile und werden zu einer echten Belastung für unser Land. Die Bemühungen für eine weitere Integration unseres Landes in Europa müssen deshalb weitergehen.

Allerdings müssen wir in unserem Land auch zur Kenntnis nehmen, dass echte Fortschritte nur mit kleinen Schritten zu erreichen sind. Das gilt insbesondere in der Aussenpolitik. Unsere erste Etappe ist der erfolgreiche – so hoffen wir – Abschluss der bilateralen sektoriellen Verhandlungen. Je nach Ergebnis werden wir dann unsere Marschrichtung neu bestimmen müssen. Aber auch dann werden die Signale unter allen Umständen auf Europa zeigen.

Tschopp Peter (R, GE): Quel curieux exercice pour quelqu'un qui est partisan de l'intégration la plus pleine possible de recommander le rejet de la première initiative populaire en matière européenne, qui a abouti! Mais voyez-vous, malgré toute l'estime qu'on peut avoir pour ces jeunes, personne, eux-mêmes non plus, ne conteste que leur texte n'est pas bon. Il est légitime pour les initiateurs de ne pas retirer leur initiative avant que les négociations bilatérales n'aient enfin abouti. Mais c'est en même temps un peu dommage, car en maintenant avec entêtement leur initiative avec son texte critiquable, on dévalorise, qu'on le veuille ou non, la deuxième initiative populaire qui a abouti en faveur de l'adhésion.

Eh oui, l'adhésion! C'est tout de même la question de fond qui, à terme, doit nous préoccuper. C'est à travers l'adhésion et seulement à travers l'adhésion que la Suisse acquiert ses droits politiques, son droit de majorité dans l'Europe en marche. Et c'est à travers l'adhésion seulement qu'elle peut quitter son rôle actuel de satellite servile des oeuvres de l'Union européenne. Notre situation est bien celle d'un satellite. Nous sommes contraints de reprendre des pans entiers de la législation communautaire, sans avoir eu aucun mot à dire lors de son édification. Mais il y a pire. Voulez-vous un exemple? Le voici: il y a quelque quinze jours, le groupement «Free Way» des chemins de fer européens a prié les CFF de quitter définitivement cette enceinte. Au moment où le rail se met à la concurrence, où les réseaux s'ouvrent, où le dossier des transports est plus que jamais enlisé, voilà qu'on nous met à la porte. Est-ce que c'est ça que nous voulons? Point n'est besoin non plus de rappeler notre isolement général.

Encore un mot, si vous le voulez bien, sur le fond. Le peuple et les cantons ont dit clairement non le 6 décembre 1992, mais je crois qu'il est évident maintenant que c'était une erreur. C'est une erreur qui se révèle douloureusement chaque jour. Mais voici, il n'est plus possible de se rabattre sur le traité de Porto. D'abord, le président de la Commission de l'Union européenne, M. Santer, l'a dit très clairement à M. Frey Claude l'autre jour à l'Assemblée parlementaire européenne. Ensuite l'EEE, ce n'est pas une affaire en marche, ce qui est en marche, c'est l'Union européenne. Il n'est donc pas question, en se rabattant sur l'EEE, de résoudre les problèmes de l'heure.

Je ne citerai ici que le lancinant problème pour la Suisse de l'euro, de l'unité monétaire de paiement. Voilà pourquoi je continue à plaider résolument pour l'adhésion.

Peut-être en post-scriptum, juste une réflexion à mon voisin absent à la droite de cette tribune: il ne s'agit pas, dans ma conviction européenne, d'une «stramme Ausrichtung an das sogenannte neue Europa» – je tire cette formule du verset 18 du psaume qui a été lu au Swissôtel de Zurich-Oerlikon le 1er mars de cette année –, il s'agit d'une honnête conviction d'un citoyen.

Comby Bernard (R, VS): «Il nous faut ériger quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe. C'est seulement ainsi que des centaines de millions d'hommes pourront à nouveau se permettre les espoirs et les petites joies qui rendent la vie digne d'être vécue»

Dans cet esprit, je m'adresse à vous pour vous dire: «Resuscitez l'Europe!» Ainsi s'exprimait Winston Churchill à Zurich il y a quelque cinquante ans.

Le peuple suisse est-il aujourd'hui autant heureux que Winston Churchill le relevait il y a cinquante ans? Qu'avons-nous

apporté à ce continent de nos expériences, de nos structures politiques fédéralistes, pour lui permettre de ressusciter? Qu'avons-nous fait de notre devise «un pour tous, tous pour un»? Que pouvons-nous apporter aujourd'hui à l'intégration de ce continent qui est aussi le nôtre? Telles sont quelques questions que nous devrions nous poser à l'occasion de ce débat européen.

Au-delà de ces questions de fond, qui touchent à l'image de la Suisse et à sa politique étrangère en général, il faut jeter un regard sur les quelque quatre années qui nous séparent du 6 décembre 1992 pour tenter de mesurer les conséquences de ce vote. La facture est déjà très salée.

Sur le plan économique d'abord, on constate que la tendance à délocaliser à l'étranger se renforce. De plus, les investissements suisses à l'étranger sont devenus nettement plus importants que les investissements étrangers en Suisse. Indéniablement, la place économique de la Suisse est mise en difficulté par la position isolée de notre pays par rapport à l'Union européenne.

Sur les plans scientifique et culturel ensuite, l'isolement accru de la Suisse de la recherche européenne et, surtout, l'exclusion des jeunes des programmes d'échanges d'étudiants constituent de lourdes hypothèques pour l'avenir de notre pays.

Sur le plan politique aussi, d'une manière générale, plus personne ne peut contester que l'image de la Suisse se ternit progressivement dans l'esprit de nos voisins européens. Par ailleurs, depuis le mois de mars 1996, les quinze de l'Union européenne ont entrepris une importante réforme à travers ce que l'on a coutume d'appeler la Conférence intergouvernementale (CIG). Les résultats des travaux de la CIG détermineront durablement les structures et le fonctionnement de l'Union européenne dans sa dimension élargie vers notamment l'adhésion des pays de l'Europe de l'Est.

Il est profondément regrettable que la Suisse n'ait pas pu participer activement à ces négociations, d'une part pour faire valoir ses arguments et, d'autre part, pour faire bénéficier l'Union européenne de ses expériences d'Etat fédératif.

A mon tour, je saisis cette occasion pour féliciter chaleureusement les auteurs de l'initiative populaire «pour notre avenir au coeur de l'Europe». Grâce à leur combat admirable, l'idée européenne a poursuivi son chemin dans notre pays.

Cela dit, pour les raisons déjà invoquées par le Conseil fédéral et par la commission, je regrette de ne pouvoir voter en faveur de cette initiative. A mon avis, l'adhésion demeure le seul objectif raisonnable à poursuivre à moyen terme. En effet, c'est seulement en qualité de partenaire à part entière de l'Union européenne que la Suisse bénéficiera pleinement de tous les droits liés à sa participation à la construction européenne.

Toutefois, étant donné la position actuelle du peuple suisse, cette adhésion ne saurait être envisagée sans le passage par une phase transitoire. La transition idéale aurait été bien sûr l'EEE, mais il faut se concentrer aujourd'hui sur les négociations bilatérales et espérer qu'elles puissent aboutir enfin. Et pour qu'elles aboutissent, Monsieur le Conseiller fédéral, il faudra bien que notre pays fasse des concessions en matière de libre circulation des personnes, mais aussi dans le domaine des transports. Je crois que c'est à ces deux conditions qu'on pourra rapidement enfin aboutir à un accord qui permettra à notre pays de sortir en quelque sorte de l'impasse dans laquelle il s'est enfoncé un certain 6 décembre 1992.

L'Union européenne – et je terminerai par là – constitue un véritable projet politique et ne se limite pas à des accords ponctuels de nature économique, scientifique ou culturelle. Il s'agit réellement d'un projet de société qui engage l'avenir de tout un pays et de tout un continent. Il est bientôt temps que la Suisse s'associe pleinement et avec confiance à ce grand projet mobilisateur qui se réclame des valeurs fondamentales de liberté, de démocratie, de paix et de respect des droits de l'homme.

Pini Massimo (D, TI): Comme ancien membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, je tiens surtout à

manifestar ma volonté d'adhésion à l'Union européenne. Je propose à la salle de la partager parce que – comme Mme Grendelmeier a eu raison de le dire – on est fatigués d'être seuls. La solitude est la caractéristique de notre marche en avant durant notre longue histoire.

Je suis fédéraliste et M. Lachat, ancien ministre de la République et Canton du Jura, le sait, lui qui a bien parlé et qui a surtout rendu hommage aux jeunes. Mais je suis là pour dire que je suis contre la remise en selle de ce qui a été jeté à bas de la selle, jeté à bas du cheval. Je dis non à l'initiative populaire dite des «Jeunes» «pour notre avenir au coeur de l'Europe»; je dis non surtout à un éventuel nouvel Espace économique européen. Je suis contre ceci, mais pour notre adhésion à l'Union européenne. Je suis surtout pour l'adhésion parce que je suis un fédéraliste. Le fédéralisme est une longue histoire. Certes, nous sommes fatigués d'être seuls, mais le fédéralisme, c'est ce qui a construit notre pays et c'est ce qui fera l'Europe. Moi aussi, je m'adresse aux jeunes avec mes remerciements pour ce qu'ils ont fait, surtout pour ce qu'ils ont remué autour de ce pot. Cinq ans après la votation, l'Espace économique européen n'est pas une panacée pour la Suisse. L'histoire de la Suisse, c'est l'attente, c'est l'Europe, c'est le fédéralisme. C'est surtout l'adhésion fédéraliste qui a un sens pour nous et pour tout le monde.

Merci de m'avoir écouté. Merci aux jeunes d'avoir lancé cette initiative qui me va droit au coeur. Mais il faut être politiquement conséquent.

C'est un non-sens politique de rouvrir la vanne de l'Espace économique européen, car cela a une conséquence sur l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

Ce sont les raisons pour lesquelles je suis contre l'initiative populaire lancée par les jeunes, tout en les remerciant du plus profond de mon coeur pour avoir remué le pot autour de quelque chose qui semblait être pourri. Non à l'Espace économique européen II, oui à l'adhésion à l'Union européenne, mais faire ce pas prendra du temps. Et il ne faut pas seulement parler de fédéralisme en Suisse où il est une réalité, il devra aussi être une réalité en Europe.

Guisan Yves (R, VD): Lapalissade entre toutes: les circonstances ont certainement considérablement changé depuis le 6 décembre 1992. Un Espace économique européen bis est devenu maintenant beaucoup plus une spéculation intellectuelle qu'une éventualité réellement envisageable. L'Association européenne de libre-échange s'est réduite comme peau de chagrin depuis 1992 et il n'en subsiste, comme vous le savez tous, indépendamment de la Suisse que la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, soit 11,3 millions d'habitants. En regard des 286 millions d'habitants de l'Union européenne, un nouvel Espace économique européen est donc loin de sa signification primitive, en sorte que son élargissement n'est plus envisagé par l'Union européenne elle-même, pas même comme solution intérimaire à l'admission des pays de l'Est.

Garder cette option en réserve comme nouvel objectif après l'aboutissement des négociations bilatérales ou à titre de solution de remplacement en cas d'échec est donc une vue de l'esprit. Il y a lieu ensuite de réaliser aussi que les négociations bilatérales ne permettront que d'apporter une solution à court terme au problème sectoriel qu'elles englobent. Les Suisses risquent de se retrouver rapidement corsetés par un accord de portée insuffisante avec, en plus, les mêmes défauts fondamentaux que l'Espace économique européen, soit non seulement il sera subordonné à l'acceptation des quatre libertés dans les domaines concernés, mais aussi, et selon toute probabilité, à l'évolution du droit européen. Ce ne sera donc pas un traité international au sens traditionnel du terme où chaque partie convient de dispositions bien arrêtées. Il devra certainement être sujet à révision périodique et la Suisse sera toujours en retard d'une longueur, en étant obligée d'avaliser des dispositions prises sans sa participation.

Par conséquent, soumettre en votation populaire un projet aussi irréaliste qu'un Espace économique européen bis, tout en recommandant déjà le rejet pour les raisons qui vien-

nent d'être mentionnées, c'est se moquer du peuple et achever la confusion. Son rejet sera interprété de la manière la plus contradictoire, les uns affirmant qu'il est normal de refuser la perspective d'un accord irréalisable, les autres qu'il s'agit manifestement d'un signal anti-européen.

On ne saurait mieux faire se perpétuer une situation de blocage dans tous les sens. Il faut donc que les jeunes du comité Né le 7 décembre fassent preuve de sens politique et retirent cette initiative.

Comme 75 pour cent des exportations suisses se font dans l'Union européenne, l'eurocompatibilité est devenue une condition sine qua non de pratiquement tout ce que nous sommes susceptibles d'entreprendre. Peut-on encore parler de souveraineté dans ces conditions? Qu'advient-il d'une souveraineté confrontée au droit évolutif dicté par l'Union européenne, a fortiori si nous n'en sommes pas membres et dans l'incapacité de l'influencer en aucune manière? Il faut bien le dire et le répéter: en 1997, la souveraineté nationale ne peut plus s'exercer que de manière bien illusoire en dehors de la participation à ses décisions.

L'aboutissement des négociations bilatérales a actuellement une priorité absolue. Cette initiative ne peut qu'en perturber le cours. La réflexion devra se poursuivre par la suite dans le calme et la sérénité, en donnant le temps au temps. Pourrions-nous en rester là, ou de nouvelles négociations sectorielles devront-elles être envisagées? J'en doute beaucoup quant à moi. Je suis convaincu que l'évolution politique, économique et sociale imposera rapidement l'adhésion à l'Union européenne, d'autant plus qu'il ne s'agit pas simplement d'une opération commerciale, mais d'un projet de société enthousiasmant, sans pour autant vouloir en dissimuler les difficultés et les problèmes bien réels.

C'est aussi le sentiment des jeunes et du comité Né le 7 décembre. Preuve en est le succès de leur seconde initiative «Oui à l'Europe». C'est celle-là qu'il faut faire aboutir. Alors, pour ne pas en compromettre les chances, une fois encore, je me permets de m'adresser à eux: vous avez obtenu le débat européen que vous souhaitiez; vous avez pu faire le décompte de ceux qui vous soutiennent au Parlement. Maintenant, il vous incombe de retirer cette initiative demandant de revoter sur un hypothétique Espace économique européen bis qui va manifestement à fin contraire aujourd'hui. Il faut savoir parfois reculer pour mieux sauter.

Maury Pasquier (Liliane (S, GE): Est-ce que vous vous souvenez du 6 décembre 1992? Ou plutôt, est-ce que vous vous souvenez comment vous vous êtes sentis en apprenant les résultats du vote populaire sur la participation de la Suisse à l'Espace économique européen?

Quant à moi, je me rappelle très bien le sentiment qui m'a saisi à ce moment précis, un sentiment d'immense déception. Alors que nous avions mis tant d'espoirs sur les possibilités d'ouverture à la vie de l'Europe que représentait, malgré ses défauts, l'Espace économique européen, voilà que nous nous retrouvons face à un non pas si massif – un peu plus de la moitié des votantes et des votants –, mais un non tout de même incontestable. Ce sentiment de déception, des dizaines de milliers de personnes l'ont ressenti et, notamment, toute une partie de la jeunesse de ce pays qui estimait à juste titre – la suite de l'évolution économique de notre pays l'a malheureusement confirmé – qu'on lui volait son avenir. Je ne pratique pas la boxe, et je ne le ferai certainement jamais, mais je pense que c'est exactement comme quand on se retrouve au tapis, K.-O.

Pourquoi est-ce que je vous rappelle ce funeste 6 décembre? Pour faire oeuvre de mémoire, car le passé, proche ou lointain, ne doit pas être enfoui si l'on veut profiter des leçons qu'il peut nous donner, mais aussi pour souligner que, malgré cette immense défaite, les jeunes du mouvement Né le 7 décembre ont trouvé l'énergie et les forces nécessaires pour réagir. Ils ont lancé très vite une initiative populaire demandant un nouveau vote sur la participation de la Suisse à l'EEE, ils l'ont fait aboutir et n'ont cessé depuis lors de maintenir la pression pour que le débat continue sur la participation active de la Suisse à l'Europe.

Certainement parce qu'elle a été lancée au lendemain du 6 décembre, certainement parce qu'elle l'a été très vite, cette initiative a tous les défauts qui ont déjà été abondamment détaillés. Néanmoins, justement parce que je me souviens du 6 décembre 1992, je ne refuserai pas cette initiative, me contentant d'une abstention que l'on ne saurait toutefois confondre avec du désintérêt. C'est pourquoi je tiens à dire ici à celles et ceux qui ont lancé l'initiative, qui l'ont signée et soutenue que, comme eux, je tiens plus que jamais à la participation active et critique de la Suisse aux structures européennes, mais pas à une participation au rabais avec un Espace économique européen réchauffé. C'est l'adhésion à l'Union européenne que nous voulons.

Mais, avant cela et pour cela, il faudra bien que l'on termine rapidement les négociations bilatérales, qui ont assez duré. Il faudra également refuser le 8 juin prochain l'initiative de la Lega et, seules, des prises de position claires peuvent mener à ce refus. Il faudra enfin et surtout convaincre nos concitoyens et concitoyens, leur montrer en quoi notre avenir ne peut être que réellement là où nous sommes: au coeur de l'Europe.

Semadeni Silva (S, GR): Fa male dire di no ai giovani, che palesano con un'iniziativa popolare la loro volontà di partecipare democraticamente alla costruzione del nostro futuro, un futuro che sarà soprattutto il loro futuro. Ma non possiamo decidere diversamente, dobbiamo respingere questa iniziativa, perché sottrae al Parlamento e al popolo il diritto di approvare un eventuale accordo di adesione allo Spazio economico europeo (SEE), dando carta bianca all'Esecutivo. La questione europea sta a cuore a tutta la popolazione e sarebbe quindi un errore grave privarla dei suoi diritti.

Ma c'est un autre motif que mi spinge à dire di no. La delusione per l'esito della votazione del 6 décembre 1992 ha portato i giovani a chiederne tempestivamente la replica. Un atto comprensibile, allora. Ma oggi, a cinque anni di distanza, l'adesione allo SEE si presenta ancora come un'opzione valida per la Svizzera? Intanto attendiamo di mese in mese la conclusione delle trattative bilaterali – e speriamo in bene –, che dovrebbero ovviare almeno alle peggiori discriminazioni degli interessi svizzeri, causate dalla mancata integrazione nel mercato europeo. Solo il fallimento di queste trattative potrebbe, forse, giustificare in qualche modo il ritorno all'opzione SEE. Resta infatti evidente che un'integrazione economica senza possibilità di partecipazione al processo politico mantiene la Svizzera in un rapporto di dipendenza con l'UE. Inoltre lo SEE ha perso molto della sua importanza politica e economica, e mentre l'importanza dello SEE diminuisce, l'Unione europea si evolve; è ancora imperfetta, ma si concretizza, giorno per giorno. Anche noi percepiamo il suo crescente influsso. Le direttive europee obbligano la Svizzera ad adottare gli stessi provvedimenti – penso per esempio all'apertura del mercato dell'energia e delle telecomunicazioni, ma anche, come grigionese, di montagna, alle casere sui nostri monti, che a loro volta devono adeguarsi alle norme europee se vogliono esportare il loro formaggio.

Considerando poi gli sviluppi dell'economia negli ultimi anni, l'adesione all'UE diventa una scelta obbligata. La giustizia sociale e le conquiste ecologiche, garanti del nostro benessere e del nostro futuro, sottostanno sempre più al ricatto del mercato mondiale. Cosa possiamo contrapporre alla globalizzazione dell'economia, che scardina le leggi degli Stati nazionali, se non una globalizzazione della democrazia? Oggi la nostra meta non può essere che l'Europa, l'adesione piena della Svizzera all'UE. A questo passo dobbiamo prepararci. Questo è l'obiettivo per il quale dobbiamo impegnarci strenuamente e nuotare, se necessario, anche controcorrente. In una democrazia è necessario battersi per convincere la maggioranza del popolo, anche se questa meta può ancora sembrare lontana e impopolare.

Il movimento giovanile che ha lanciato l'iniziativa di cui stiamo parlando l'ha ben capito e sostiene ora in prima fila un'altra iniziativa dal titolo «Sì all'Europa», inoltrata poche settimane fa. Il nostro no odierno a questa iniziativa non è quindi un no all'Europa, un no alle visioni dei giovani. Con i giovani anche

noi sappiamo che l'avvenire della Svizzera non può essere che nel cuore dell'Europa, e quindi anche nel cuore dell'UE.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): L'initiative populaire «pour notre avenir au coeur de l'Europe» pose, c'est vrai, un sérieux problème politico-juridique dans la mesure où le Parlement, le peuple et les cantons ne seraient plus appelés à se prononcer sur l'accord EEE renégocié par le Conseil fédéral. Cette réserve est aussi la mienne. Néanmoins, je ne dirai pas non à cette initiative. Comme Mme Maury Pasquier, je m'abstiendrai, et cela pour deux raisons:

1. parce que ce non pourrait être mal interprété par une partie de l'opinion, mais aussi parce qu'il risque d'être récupéré par M. Blocher et par tous ceux qui pensent que le Grütli est l'horizon indépassable de notre temps, et cela m'est intellectuellement insupportable;

2. parce qu'aujourd'hui nous n'avons pas de solution alternative sérieuse à offrir aux jeunes du mouvement Né le 7 décembre.

En l'état, cette initiative doit donc garder sa fonction d'aiguillon, notamment dans l'hypothèse d'un échec, que je ne souhaite pas, des négociations bilatérales. Mais le débat de ce jour ne se limite pas à une exégèse de textes. Il nous oblige aussi à dire clairement et concrètement comment nous voulons mener la bataille de l'Europe. De mon point de vue, à court terme, trois objectifs doivent être atteints quasiment en parallèle:

1. faire aboutir les négociations bilatérales, car même si le résultat ne sera sans doute pas satisfaisant sur tous les points, tout rapprochement avec l'Union européenne, aussi modeste soit-il, est un pas dans la bonne direction;

2. faire échouer, lors de la votation populaire du 8 juin 1997, l'initiative de la Lega, synonyme d'une Suisse figée et qui priverait par ailleurs le Conseil fédéral de toute marge de manoeuvre en politique extérieure;

3. mettre sur pied un certain nombre de mesures dites d'accompagnement afin que la libre circulation des personnes ne soit pas synonyme de dumping social et salarial; je pense notamment à l'extension facilitée du champ d'application des conventions collectives de travail ainsi qu'à l'octroi d'une compétence aux cantons pour fixer des salaires minimaux de branche, en cas d'abus.

Je vous le dis très clairement: si vous voulez gagner les travailleuses et les travailleurs à la cause de l'Europe, que ce soit dans le cadre des négociations bilatérales ou de l'adhésion à l'Union européenne, ces mesures d'accompagnement sont incontournables. Elles seules sont susceptibles de faire disparaître les craintes d'une partie de nos concitoyens, la question de savoir si ces craintes reposent sur des données objectives ou subjectives étant par ailleurs secondaire.

On le voit, il y a déjà passablement de pain sur la planche, mais une fois que nous aurons réalisé ces trois objectifs, l'heure de la trêve des confiseurs n'aura pas pour autant sonné. Il conviendra alors de relancer le processus d'adhésion à l'Union européenne, car seule cette intégration complète nous permettra de sortir d'un isolement qui, sans être à l'origine de la crise, a grandement contribué à aggraver les difficultés de certains secteurs économiques comme l'industrie des machines, une industrie des machines qui délocalise beaucoup moins pour des raisons de coût du travail que pour des raisons d'accès au marché.

Mais cette volonté d'intégration s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large, à savoir que notre adhésion à l'Union européenne est le meilleur moyen de participer au maintien et au développement d'un modèle politique, social et culturel qui n'est certainement pas sans défaut, mais qui reste hautement préférable à l'ultralibéralisme américain ou au capitalisme autocratique en vogue sur le continent asiatique.

Loeb François (R, BE): Zuerst danke ich den Jungen dafür, dass sie diese Initiative gestartet haben. Sie wissen ja, ich bin ein Befürworter des EWR, ich war es und bin es immer noch. Der EWR kann eine Vision der Öffnung sein. Die Schweiz ist ein Teil Europas. Wir wollen einen Weg der Integration in Eu-

ropa finden. Leider war kein Gegenvorschlag möglich. Ich habe es auf verschiedenen Wegen versucht, es geht nicht. Aus technischen und staatspolitischen Gründen muss man zu dieser Initiative leider nein sagen, obwohl der EWR für die Schweiz ein Weg ist, den zu verfolgen sich lohnt.

Der EWR-Vertrag läuft gut, er ermöglicht Mitwirkung, die Konsultation ist möglich. Island, Norwegen und das Fürstentum Liechtenstein sind mit dem Funktionieren zufrieden. Die Schweiz war massgeblich an der Konstruktion des EWR beteiligt. Die Schweiz kann als Mitglied jederzeit in den EWR eintreten, sofern sie den Acquis akzeptiert, einzig die Übergangsfristen wären auszuhandeln. Das Beispiel des Fürstentums Liechtenstein hat gezeigt, dass EU- und Efta-Staaten bei den Übergangsfristen grosszügig sind. Der EWR ist zudem kündbar, so dass durchaus – wie beim freien Personenverkehr in den bilateralen Verhandlungen – eine zweite Abstimmung über die Weiterführung nach Ende der Übergangsfristen und en connaissance de cause möglich wäre.

Ich habe mich, Herr Bundesrat, übrigens sehr gefreut, dass diese Idee beim freien Personenverkehr wieder auferstanden ist.

Doch jetzt liegen die Prioritäten vorerst bei den bilateralen Verhandlungen. Herr Bundesrat, wann rechnen Sie mit dem Abschluss, ohne das Datum erneut zu verschieben? Ich weiss, Sie können nicht hellsehen, aber es würde mich interessieren, wenn Sie uns Anhaltspunkte geben könnten.

Ist der EWR – das scheint mir wichtig – nach Abschluss der Verhandlungen, oder wenn ein Abschluss nicht zustande kommt, für Sie nach wie vor eine Option? Für mich ist er eine Option, ich glaube, für Sie auch, aber ich möchte es von Ihnen hören.

Ist er auch eine Option bei Ablehnung der Initiative der Jungen, die aus Verfahrensgründen erfolgt? Geben Sie mir bitte hier eine klare Antwort. Wir sind dies dem Volk um so mehr schuldig, als der EWR, das zeigt das Euro-Barometer, in der Gunst des Volkes immer mehr steigt. Eine Ablehnung der Initiative ist keine Ablehnung der EWR-Option, das muss klar zum Ausdruck kommen und klar zum Ausdruck gebracht werden.

Wenn die Herren Frey Walter und Blocher – sie sind beide nicht da – noch vor wenigen Monaten vorgeschlagen haben, uns wirtschaftlich fester an die USA zu binden – ich war Berichterstatter bei diesem Geschäft – und jetzt in den USA einen weiteren Gegner orten, selbstverständlich neben demjenigen von Brüssel, dann möchte ich ihnen sagen, sie müssten schon bald sehr kreativ werden, um in ihren Aussenhandelsbeziehungen noch Freunde zu finden.

Herr Bundesrat, ich bitte Sie, zur Frage der Option ganz klar Stellung zu nehmen. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die EWR-Option, wenn diese Initiative abgelehnt würde, nicht mehr vorhanden wäre.

Keller Rudolf (D, BL): Es ist ein undemokratisches Verhalten, dass Sie diese Euro-Initiative in der Kategorie «freie Rede» behandeln, während unsere SD/Lega-Initiative «EU-Beitrittsverhandlungen vors Volk» unter drastischer Zensur und Einschränkung der Redefreiheit – teils nur in Kategorie IV – behandelt werden durfte.

Aber so erlebe ich als aussenstehender Beobachter auch die Europäische Union, wie sie sich heute präsentiert. So undemokratisch ist das heutige EU-Europa, nämlich regiert und beherrscht von einigen grossen Regierungschefs. Einer solchen, vor allem vom mächtigen «Kanzlerdeutschland» gelenkten Organisation wollen viele Schweizerinnen und Schweizer nicht angehören; ich auch nicht.

Ohne sich auch nur eine Minute über das Resultat vom 6. Dezember 1992 Gedanken zu machen, wurde die vorliegende Initiative am Tage danach lanciert. Unter Ausschaltung des Volkes soll der Bundesrat definitiv über den EWR-Beitritt verhandeln und beschliessen können. Dies zeigt die autokratisch-technokratische Grundhaltung, die sehr viele Eurobefürworter haben. Genau dies – dass Volk, Stände und teils sogar unser Parlament ausgeschaltet werden – würde uns natürlich blühen, wenn wir entweder dem EWR beitreten oder gar den Vollbeitritt in die EU wagen würden.

Eine jüngst veröffentlichte deutsche Studie über die Struktur der EU hat aufgezeigt, dass die nationalen Parlamente der EU-Länder immer weniger zu sagen haben, während die EU-Oligarchie immer mehr Macht gewinnt. Ich will nicht einem künstlichen europäischen «Politpräsidentengebilde» angehören, wo EU-Rechnungsprüfer laufend mehrere Milliarden Franken, verschwunden in Mafiakanälen, suchen müssen und wo sich der EU-Rechnungshof über «Schlamperei, Misswirtschaft und Verschwendung von EU-Geldern» beklagt; das ist ein wörtliches Zitat.

Wir Schweizer Demokraten wollen auch nicht einer EU angehören, in der die Arbeitslosenrate gut doppelt so hoch ist wie bei uns. Wir sind zudem überzeugt, dass die Einführung der Euro-Währung mittelfristig den Tod dieser Organisation einläuten wird, weil glücklicherweise aus innenpolitischen Gründen weder England noch Frankreich voll mitmachen können. Unsere Schweiz soll deshalb ruhig und gelassen auf unseren Schweizerfranken setzen. Das, gepaart mit unserer Schaffenskraft, ist und bleibt unsere Stärke.

Bei dieser Gelegenheit appelliere ich namens der Schweizer Demokraten ein weiteres Mal an den Bundesrat, dass er das EU-Beitrittsgesuch doch endlich zurückziehen möge.

Wir kämpfen gegen die vorliegende Initiative unter dem Motto: «Unsere Alternative ist eine freie, neutrale und möglichst unabhängige Schweiz.» Wir wissen aber gleichzeitig, dass selbstverständlich wirtschaftliche, politische und kulturelle Verflechtungen über unsere Landesgrenzen hinweg bestehen und diese sollen und wollen wir auch weiterhin fördern. Es mag sein, dass uns einige EU-Regierungen nicht verstehen. Die Völker dieser Länder verstehen uns aber schon, denn sie möchten schon lange einmal die Gelegenheit haben, über den Verbleib in der EU abstimmen zu dürfen. Heute fühlen sich beispielsweise viele Österreicherinnen und Österreicher betrogen und hinters Licht geführt; das sollte uns allen eine Mahnung sein.

Noch etwas ist mir in dieser Debatte sehr wichtig: Viele haben gesagt, die Initianten redeten im Namen der Jugend. Ich sage Ihnen: Ich spreche den Initiantinnen und Initianten schlicht das Recht ab, einfach so im Namen unserer Jugend zu reden. Die Forschungsergebnisse über den Ausgang der EWR-Abstimmung haben gezeigt, dass gut die Hälfte der jungen Generation gegen den EWR gestimmt hat. Dieses Faktum ist – da bin ich überzeugt – auch heute noch genau gleich. Das sollten Sie nach wie vor im Auge behalten, wenn einige der Rednerinnen und Redner hier davon reden, dass die Jugend mit fliegenden Fahnen für dieses Europa sei. Ich möchte sagen: Dem ist nicht so.

Wir Schweizer Demokraten werden diese Initiative ablehnen. Wir gehen aber davon aus, dass sie zurückgezogen wird und nur ein Mittel dazu war, um hier in diesem Saal wieder einmal eine Eurodebatte durchzuführen.

Carobbio Werner (S, TI): Se i giovani che hanno lanciato l'iniziativa, com'è stato detto da più parti a questa tribuna, hanno avuto un merito indubbio nel 1992, direi che dimostrerebbero di avere altrettanto merito e comunque altrettanto coraggio, se decidessero ora di ritirare questa stessa iniziativa. E questo perché loro stessi hanno già dimostrato nei fatti lanciando con successo una nuova iniziativa per l'adesione all'UE che la loro proposta di allora, sicuramente coraggiosa e giustificata come reazione a un voto negativo che ha causato non pochi danni al nostro Paese, è superata. In ogni caso, se non fosse ritirata, questa iniziativa va respinta per due motivi principali, uno di carattere generale e uno di carattere più contingente.

1. La Svizzera è in questo momento impegnata in una difficile impresa, quella delle trattative bilaterali, che è stata scelta come alternativa dopo il voto negativo del 1992. Io credo che bisogna evitare a tutti i costi di creare nell'opinione pubblica confusione che a questa strada delle trattative bilaterali sia possibile un'altra alternativa, quella dell'adesione a uno SEE che, come tutti sanno, è ormai diventato qualcosa di ridimensionato e comunque sicuramente di minore importanza di quello che poteva essere allora, quando si è votato per la prima volta.

Credo che oggi chi è per marciare verso l'Europa deve sostenere gli sforzi del Consiglio federale e dei suoi collaboratori in questa trattativa sicuramente non facile, dal cui esito positivo dipendono i successivi passi nella direzione dell'Europa. E in questo senso, far votare il popolo su questa iniziativa creerebbe sicuramente confusione e indebolirebbe probabilmente anche la nostra posizione nelle trattative bilaterali.

2. L'8 giugno prossimo voteremo sull'iniziativa della Lega e dei Democratici svizzeri. L'iniziativa, se fosse accettata, chiede praticamente di delegare al Consiglio federale la competenza di ratificare gli accordi nell'ambito dello SEE. È un argomento che sarebbe sfruttato dai fautori dell'iniziativa della Lega. Per loro sarebbe la dimostrazione che si vuole impedire al popolo di decidere sul problema dei rapporti con l'Europa. In questa ottica la proposta dell'iniziativa non fa proprio gli interessi per i quali questi giovani intendono battersi, ma favorirebbe proprio le tendenze, che sono da combattere con fermezza, di coloro che proseguono la loro campagna per una Svizzera chiusa all'Europa. Sarebbe un ulteriore elemento di confusione, in una situazione già non facile.

Ecco i due argomenti principali per i quali, pur con tutta la simpatia per l'azione dei giovani sul tema dell'Europa, credo che oggi sia più che giustificato o ritirare l'iniziativa o comunque respingerla. La strada da seguire – e questa è da tempo la posizione mia e quella dei socialisti – è, nell'immediato, condurre in porto le trattative bilaterali, adottando all'interno della Svizzera quelle misure d'accompagnamento che, se in un domani – come sarà il caso – dovremo accettare al tavolo delle trattative bilaterali la libera circolazione delle persone, impediscano il dumping salariale e sociale; e, a medio termine, riattivare concretamente la domanda d'adesione e prepararci a occupare quel posto che in Europa ci spetta e che è necessario per il futuro stesso del nostro Paese, della sua gente e della sua economia.

Con queste considerazioni mi pronuncio contro l'accettazione di questa iniziativa.

Steiner Rudolf (R, SO): Ich fühle mich zwar auch jung, wenn auch nicht geboren am 7. Dezember 1992. So sehe ich das Bedürfnis der Öffnung gegen Europa, unter möglicher Wahrung von Eigenarten und Eigenständigkeiten, wie das von den Initianten gefordert wird. Entsprechend bin ich auch 1992 für die EWR-Vorlage eingestanden, habe für sie geworben – leider ohne Erfolg. Trotzdem bin ich aber heute der Meinung, dass im jetzigen Zeitpunkt eine Initiative, wie sie vorliegt, der falsche Weg ist und eine Initiative dieser Art mehr verbaut als ebnet. Denn Tatsache ist, dass die Schweizerinnen und Schweizer und auch ein Grossteil der Politikerinnen und Politiker nach wie vor an ihren polarisierenden Positionen festhalten: EU-Beitritt ja oder Alleingang ja.

In diesem polarisierenden Umfeld erscheint es als klug, den pragmatischen Weg der bilateralen Verhandlungen weiterzugehen, und das nicht zögerlich, sondern festen Tritt. Denn unsere derzeitige wirtschaftliche Lage verlangt klar nach einer stärkeren Öffnung gegenüber Europa; dass dies unabdingbar ist, ist heute wohl bei Gegnern und Befürwortern einer EU oder eines EWR anerkannt. Also führen wir doch diese Verhandlungen fort, und zwar so rasch als möglich, und führen wir sie mindestens bezüglich des ersten Paketes, u. a. bezüglich Handelshemmnisse, Beschaffungswesen, Agrarmarkt, Forschung, Personenverkehr, zum Erfolg. An diesem Ziel ist gemeinsam zu arbeiten. Positionskämpfe, die auch gegen aussen falsche Zeichen setzen, welche die Verhandlungen weiter schwächen und unseren angeschlagenen Ruf weiter mindern, sind zu unterlassen.

Es soll dabei aber klar zum Ausdruck gebracht werden, dass für uns alle die Option eines Beitritts – sei es ein EWR- oder ein späterer EU-Beitritt – offen ist. Im gleichen Schritt sollen auch die Vorbereitungen für die zweite Verhandlungsrunde mit Themen wie Bildung, Statistik, geistiges Eigentum, Pflanzenschutz, Veterinärvorschriften beförderlich weiterbehandelt werden.

Die Vernunft und das Interesse unseres Landes, unserer Wirtschaft sprechen klar gegen die Initiative. Der vom Bun-

desrat für die Legislatur 1995 bis 1999 vorgelegte Integrationsfahrplan hat Vorrang und ist von uns zu unterstützen. Es kommt letztlich hinzu, dass ich mich in formeller Hinsicht mit der in der Initiative vorgesehenen Kompetenzdelegation zugunsten des Bundesrates, d. h. zu Lasten des Parlamentes und des Volkes und der Stände, nicht anfreunden könnte. Als seinerzeitiger Befürworter eines EWR-Beitritts bitte ich Sie deshalb eindringlich, dieser Initiative, wie sie vorliegt, nicht zuzustimmen.

Vallender Dorle (R, AR): Seit der EWR-Abstimmung im Jahre 1992 üben wir faktisch den Alleingang. Die Betonung liegt auf «üben».

Nun haben junge Leute, die mit dem Ausgang der Abstimmung unzufrieden sind, eine Initiative eingereicht. Sie zeigen damit, dass sie als mündige Bürger und Bürgerinnen bereit sind, politische Verantwortung zu übernehmen. Sie wollen ihre Zukunft, die auch ihre Geschichte sein wird, aktiv mitgestalten. Für dieses Engagement verdienen sie unseren aufrichtigen Dank. Wer wollte es den jungen Demokraten verdenken, dass sie ihre Schweiz anders sehen? Sie stehen mit dem Willen, die Schweiz aus ihrem Status einer europäischen Enklave herauszuführen, nicht allein.

Danken sollten wir auch denjenigen Kantonen, die den Vorteil ihrer Lage benutzten, um über die Grenzen hinweg mit europäischen Nachbarn Regionen zu bilden, wie z. B. die Regio Basiliensis, die Euregio Bodensee oder die Regio Insubrica. Diese auch als «Kirchturmpolitik» bezeichnete Regionalisierung folgte den gleichen Überlegungen wie die vor Jahresfrist in enger Zusammenarbeit mit der Universität Bocconi in Mailand gegründete Università della Svizzera italiana von Lugano und Mendrisio. Wir alle wollen beenden, was eine Anzeigetafel verkündet, die auf dem Weg von Lustenau in die Schweiz steht: «Sie verlassen Europa.»

Visionen einer europäischen Schweiz sind nicht neu. 1871 sinnierte Gottfried Keller, dass die Schweiz als Prototyp des Modells Europa in einem europäischen Bundesstaat aufgehen könne. Hundert Jahre später dachte Denis de Rougemont der Schweiz eine andere Rolle zu. Er sah voraus, dass ein vereintes Europa auf einen starken Föderalismus angewiesen sei. Er sah voraus, dass 370 Millionen Menschen es nicht hinnehmen würden, von einer Stadt aus – sei dies nun Brüssel, Paris, London, Rom oder Berlin – regiert zu werden. Denis de Rougemont schlug deshalb unsere kulturell so mannigfaltige Schweiz als «Bundesdistrikt» vor. Er glaubte, dass nur die Schweiz als Hauptstadt Europas den Fortbestand eines kulturell ebenso vielfältigen europäischen Bundesstaates garantieren könne.

Wenn wir die Initiative aus staatspolitischen Gründen dennoch ablehnen müssen, so nicht aus einer anderen Haltung. Einer der Hauptgründe ist, dass die bilateralen Gespräche mit der EU vor dem Abschluss stehen. Es hiesse unsere Verhandlungspartner überfordern und das Image der Schweiz empfindlich anschlagen, wenn wir nun quasi Hals über Kopf wieder ein neues Ziel anvisieren würden. «Hüst und Hott» in der Politik widerspricht diametral unserem Ziel, als vertrauensbildende Gesprächs- und Vertragspartner aufzutreten.

Sandoz Suzette (L, VD): Plusieurs orateurs sont déjà venus coucher le poil à la jeunesse et dénoncer néanmoins les vices de fond d'une initiative, lesquels existaient dès le début, ce qui n'avait pas empêché les mêmes orateurs de soutenir l'initiative en son temps.

Je ne vais pas m'étendre longtemps sur le contenu de l'initiative; ce qui est préoccupant, c'est son inopportunité. Inopportunité, d'une part, parce qu'il n'est pas très en harmonie avec nos principes démocratiques de remettre en cause, quelques années à peine après un vote, l'objet même rejeté par le peuple et les cantons, mais inopportunité surtout parce que l'initiative compromettrait le résultat des négociations bilatérales. Beaucoup l'ont dit avant moi, je ne dis rien d'original.

Mais ce que je voudrais rappeler, c'est l'importance du succès des négociations bilatérales, pour lesquelles nos négociateurs et le Conseil fédéral consacrent d'ailleurs toutes leurs forces, toute leur compétence, toute leur énergie. Il est

indispensable que ces négociations aboutissent, notamment pour trois raisons.

D'une part, seul l'aboutissement de telles négociations restituerait, en politique européenne, la crédibilité du Conseil fédéral à l'intérieur du pays. D'autre part, il est nécessaire, pour certaines entreprises, pour certains chercheurs, pour certains jeunes, que les négociations aboutissent. Enfin, et c'est essentiel, l'aboutissement de ces négociations serait un premier pas vers une Europe à géométrie variable, Europe qui, elle, et elle seule, aurait la souplesse nécessaire à son avenir.

Or, l'initiative des «Jeunes» ne permet pas cette souplesse et c'est la raison pour laquelle, personnellement, je la rejette.

Schluer Ulrich (V, ZH): Wir haben es zweifellos mit einer interessanten Initiative zu tun, insbesondere mit einer Initiative mit einer interessanten Geschichte. Ich erinnere mich an die Lancierung dieser Initiative: Die Lancierung hat damals soviel Enthusiasmus ausgelöst, dass sogar ein sich sonst eher distinktiert gebender Staatssekretär den Reiz der Strasse entdeckte und sich unter demonstrierendes Volk mischte.

Es verging dann etwa ein halbes Jahr, bis man sich mit dem Inhalt der Initiative vertraut gemacht hatte und dabei, sich die Augen reibend, feststellte, dass die Initiative die Europapolitik vollständig der Exekutive, vollständig der Verwaltung zuordnen will. Die Politiker mussten mit gemischten Gefühlen erkennen, dass sie in der Entscheidungsfindung fortan eigentlich überflüssig wären. Da flüchtete man sich in den Trost, die Initiative werde dann gewiss noch zurückgezogen, so dass man sich wieder im Parlament der Europapolitik widmen könne.

Aber da zeigte sich – das finde ich erstaunlich, und dafür habe ich auch eine gewisse Bewunderung –, dass die Jungen nicht bereit waren, die Initiative zurückzuziehen. Sie nahmen ihren Vorschlag ernst. Sie waren nicht bereit, jenen, die lediglich eine diffuse «Öffnung» gegenüber Europa beschwören, das Image der Jugendlichkeit zu vermitteln, ohne das man diesen diffusen Öffnungsglauben offenbar nicht verkaufen zu können glaubt.

Die Enttäuschung auf Seiten der Politiker verwandelte sich zunächst in Ärger, bei der zweiten Begegnung mit den Initianten in der Kommission nahm sie teilweise den Charakter einer eigentlichen Abkanzelung an, weil die Initianten noch immer nicht bereit waren, die Initiative zurückzuziehen.

Da müssen wir uns heute schon die Frage stellen: Weshalb diese harsche Reaktion? Weshalb dieser Ärger über die Initianten? Ist es, weil diese im Text ihrer Initiative Ausnahmen formuliert haben, wonach die wirtschaftliche Entwicklung, die Demokratie und der Umweltschutz – Bereiche, wo wir ganz wesentliche Konzessionen mit der EU eingehen müssten – per Initiativtext einfach weiterhin der Hoheit der Schweiz unterstellt werden soll?

Daran kann es nicht liegen, solches passt allzu sehr zur EU-Politik, als dass man sich darüber noch aufregen würde. So fragt es sich: Ist es die Ehrlichkeit dieser Initiative, die unserem Parlament nur noch eine Nebenrolle zuträut, die unser Parlament in der Europapolitik schlicht entmacht?

In diesem Vorschlag kommt bemerkenswerte Ehrlichkeit zum Ausdruck, die viel Ärger ausgelöst hat. In Tat und Wahrheit teilt die Initiative der Jungen unserem Parlament genau die Rolle zu, die das EU-Parlament in der EU auch hat. Es ist die Rolle, dass das Parlament nachträglich, nach getroffenen Entscheiden, vielleicht noch kommentieren oder etwas aussetzen kann. Aber die Macht, die Entscheidung, läge allein bei der Exekutive, die nicht einmal gewählt sein muss.

In dieser Frage erweist sich diese Initiative als bemerkenswert eurokompatibel. Sie erteilt gleichsam eine staatsbürgerliche Lektion. Sie zeigt mit aller Ehrlichkeit, was im zukünftigen EU-Europa dem Parlament noch überlassen bleibt. Aber es war natürlich unverzeihlich, diese Perspektive diesem Parlament offen darzulegen.

Damit wäre der dritte Schritt nötig gewesen, Herr Loeb: Der Gegenvorschlag wäre fällig gewesen. Sie vermieden «technische Gründe», die diesen verhindert hätten. Aber noch nie haben technische Gründe einen Gegenvorschlag verhindert.

Der Gegenvorschlag kam nicht zustande, weil diejenigen, die laufend die Öffnung beschwören, sich nicht im geringsten einigen konnten, wie sie ihre Europapolitik ausgestalten wollten. Das ist doch die Realität! Man beschwört zwar eine Vision, abstrakte Begriffe. Aber wenn es darum geht, konkret zu handeln, dann stellt sich das Versagen ein.

Angesichts dieser Realität sind einige in diesem Parlament, so haben wir gehört, müde geworden. Es koste Kraft, diese Niederlage hinzunehmen, Frustration stelle sich ein. Diese Müdigkeit, diese Frustration – im persönlichen Ringen um den Gegenvorschlag erlebt – wird dann als Staatskrise ausgelegt. Ich frage mich: Wird da die «konstruktive Sprachlosigkeit», die schliesslich noch übrigbleibt, nicht zu einem Symptom der Selbstüberschätzung – angesichts des Fehlens eigener Gestaltungskraft einer Politik gegenüber, die man jahrelang beschwört, doch nach Jahren nicht im geringsten umzusetzen in der Lage ist?

Bangerter Käthi (R, BE): Diese Initiative hat nicht überall Ärger ausgelöst, im Gegenteil: Ich finde es gut, dass wir noch junge Leute mit Visionen haben. Und sprachlos sind wir auch nicht, das zeigt ja die Debatte, die wir heute führen.

Obschon ich die Haltung und das Anliegen der jungen Initiantinnen und Initianten dieser Volksinitiative, die sich für die Öffnung der Schweiz und für das Mittragen der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Verantwortung in Europa einsetzen und sich weder ängstlich noch selbstgerecht einigeln wollen, teile und voll unterstütze, muss ich diese Initiative wie meine Vorredner und Vorrednerinnen auch ablehnen. Die Gründe wurden hier mehrfach erläutert.

Ich finde es aber gut, dass die jungen Leute diese Initiative, auch wenn sie um deren Mängel wissen, noch nicht zurückgezogen haben. Jede Möglichkeit, einen offenen Dialog über unser Verhältnis zur EU zu führen, muss ergriffen werden. Nur so können die Argumente für und wider Europa aufgelistet und Ängste abgebaut werden.

Die gesellschaftliche und wirtschaftliche Entwicklung, auch die grenzüberschreitende, ist nicht aufzuhalten, sie findet statt. Trotz unserem Alleingang müssen wir Gesetze nachvollziehen. Wir haben wenig Mitsprache und vor allem keine Möglichkeit der Mitgestaltung. Wir sind nicht der Nabel der Welt, auch wenn wir im Herzen Europas sind. Der Zwang, uns der wirtschaftlichen Ordnung um uns herum anzupassen, ist gross. Wir stellen aber auch fest, dass die Befürchtungen landwirtschaftlicher Kreise damals bei der EWR-Abstimmung von 1992, die Agrarprodukte würden bei einem allfälligen EWR-Beitritt auf das europäische Niveau sinken, auch ohne EWR Wirklichkeit werden. Ein so kleines Land wie die Schweiz mit einem Markt von nur 7 Millionen Bewohnern kann sich der wirtschaftlichen Vernetzung nicht entziehen, wenn der bisherige Lebensstandard erhalten bleiben soll. Deshalb sind heute die bilateralen Verhandlungen für die Schweiz von grösster Wichtigkeit.

Von Rosinenpicken ist heute auch nicht mehr die Rede. Uns allen ist bewusst, dass nur ein Geben und Nehmen zu Verhandlungserfolgen führen kann. Vom ersten Verhandlungspaket bietet das Dossier Landverkehr – gerade in dieser Woche finden ja wieder wichtige Verhandlungen statt – wegen der ungelösten Neat-Frage noch einige Knacknüsse. Es braucht grosses Verhandlungsgeschick und grosse Überzeugungskraft, soll hier eine beiderseits akzeptierbare Lösung gefunden werden.

Bilaterale Verhandlungen, Schritt um Schritt Öffnung nach aussen, Akzeptanz nach innen, dies scheint mir heute der einzig mögliche und für die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung überschaubare und verkraftbare Weg in die Zukunft zu sein. Als Befürworterin einer offenen Schweiz sehe ich heute nur diesen pragmatischen Weg, den Weg der bilateralen Verhandlungen. Auch wenn ich annehme, dass die Initiantinnen und Initianten der Volksinitiative «für unsere Zukunft im Herzen Europas» diese in einem späteren Zeitpunkt zurückziehen werden, so war diese Initiative nicht vergeblich. Sie hat mitgeholfen, einmal mehr eine Europadebatte zu führen, und die grosse Anzahl Rednerinnen und Redner beweist das Bedürfnis und auch die Notwendigkeit einer solchen Debatte.

Ich hoffe, diese werde uns einen kleinen Schritt weiterbringen.

Leu Josef (C, LU): Ich denke, dass es den Initiantinnen und Initianten inzwischen nicht mehr so sehr um den formalen Inhalt ihrer Initiative geht. Sie wissen ja auch, dass man den Weg nach Europa nur mit den Betroffenen und mit viel Überzeugung und Geduld, nicht mit einer Hauruck-Übung über die Köpfe hinweg antreten kann.

Der Bewegung «Geboren am 7. Dezember 1992» geht es offenbar in erster Linie darum, dass die Diskussion, der notwendige Dialog in der zentralen Frage unserer künftigen Stellung in Europa, nicht erlahmt.

Wenn es darum geht, die Notwendigkeit für vermehrte Offenheit und Sinn für grenzüberschreitende Zusammenarbeit und Verantwortung zu entwickeln, fühle ich mich dieser Bewegung von jungen Leuten sehr verbunden. Mit einer besseren Einsicht in die zunehmende Vernetzung von Innen- und Aussenpolitik, in die ausgreifenden Dimensionen einer aktiven Wirtschafts- und modernen Sicherheitspolitik werden notwendige Voraussetzungen geschaffen, damit wir uns als Schweiz nach einem hoffentlich tragfähigen Abschluss der bilateralen Verhandlungen oder allenfalls bei einem späteren weiteren Integrationsschritt erfolgreich zu behaupten vermögen. Für den Beitrag zu dieser Bewusstseinsbildung gebührt der Bewegung «Geboren am 7. Dezember 1992» Dank und Sympathie.

Nachdem ich in diesem Zusammenhang die moderne und ausgreifende Sicherheitspolitik erwähnt habe, erlaube ich mir, diesbezüglich einige Gedanken zu entwickeln. Das Bedürfnis nach Sicherheit ist ein umfassendes geworden, in geographischer wie in thematischer Hinsicht. Es kann für die Schweiz keine dauernde Sicherheit geben, wenn nicht auch Europa in Sicherheit lebt. Eine glaubwürdige militärische Landesverteidigung und die Einsicht, dass es für die Sicherheit in Europa nicht isoliertes Handeln, sondern Zusammenarbeit braucht, sind keine Gegensätze. Vielmehr sind sie gegenseitige Ergänzung im Sinne der Verantwortung für sich und andere, aber auch im Sinne des Aufbruchs und der Solidarität.

Heute sind fast keine Probleme mehr – insbesondere nicht sicherheitspolitische – innerstaatlich und allein lösbar. Es braucht die ständige umfassende und enge Zusammenarbeit all jener, die ein gemeinsames Interesse an friedlichen Verhältnissen haben. Unsere aussenpolitische Philosophie muss deshalb jene der Öffnung sein, einer Öffnung, die zielbewusst und folgerichtig ist, und zwar im Sinne der aktiven dynamischen Mitwirkung auf internationaler Ebene. Damit dienen wir unseren Interessen – auch den sicherheitspolitischen – weit besser als mit einer zurückhaltenden, auf sich selbst bezogenen Politik.

Beispiel einer solchen aktiven Mitwirkung ist unsere Arbeit in der OSZE, deren wichtigste praktische Arbeit bei der Konfliktverhütung liegt, aber auch darin, die zivile Gesellschaft, die Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit zu fördern. Das sind zentrale Elemente, damit Sicherheit überhaupt entstehen und sich auch in unserem Interesse entwickeln kann. Ein anderes Beispiel ist unsere Teilnahme an der «Partnerschaft für den Frieden». Damit wird die Tätigkeit der OSZE im Bereich der vertrauens- und sicherheitsbildenden Massnahmen noch ergänzt und vertieft. Beide Beispiele setzen wichtige Zeichen der Präsenz, der Verantwortung und der Solidarität. Es sind machbare erste bescheidene Schritte der Öffnung.

Neutralität bedeutet in diesem Zusammenhang nach wie vor, dass wir nie aktiv in kriegerische Auseinandersetzungen eingreifen werden. Neutralität bedeutet weiter immer noch, dass wir unsere guten Dienste als Vermittler anbieten. Im sicherheitspolitischen Denken und Handeln aber bedeutet sie, in grössere politische Zusammenhänge eingebettet zu operieren; denn wir müssen dort dabei sein, wo Kriege und Krisen verhindert, wo Ausbau von Stabilität und gute Zusammenarbeit zwischen Staaten und Staatengemeinschaften gefördert werden sollen. Gerade wegen unserer neudefinierten Neutralität können wir im internationalen Konzert der Politik und Krisenbewältigung eine glaubhafte Rolle spielen.

In diesem Sinne fordere ich die Bewegung «Geboren am 7. Dezember 1992» auf, bei dieser wichtigen Bewusstseinsbildung zusammen mit uns am Ball zu bleiben, aber nichts über das Knie zu brechen und diese Initiative zurückzuziehen.

Fasel Hugo (G, FR): Auch wenn wir aus staatspolitischen Gründen diese Initiative ablehnen werden, so sollten wir uns als Politikerinnen und Politiker dennoch der Aufgabe stellen, mit den jungen Bürgerinnen und Bürgern, die diese Initiative lanciert haben, das Gespräch zu suchen, die Auseinandersetzung zu führen, die Debatte anzuregen, weil sie es verdienen. Es sind junge Bürgerinnen und Bürger, die sich für die Zukunft unseres Landes nicht nur interessieren – selten genug ist dies der Fall –, sondern aktiv bereit sind, Verantwortung zu übernehmen. Sie sind initiativ geworden und verdienen deshalb auch die Auseinandersetzung unsererseits. Es reicht nicht aus, dass wir ihnen einfach ein Nein entgegenschleudern, sondern es wird von uns verlangt, dass wir uns der Debatte mit ihnen stellen und unsere Gründe darlegen. Die Initiative hat auch den Vorteil, dass sie uns dazu zwingt, die Frage zu stellen, ob wir unsere innenpolitischen Themen aufgearbeitet haben, die uns dann begegnen, wenn wir über Europafragen abzustimmen haben.

Wenn ich an diese innenpolitischen Themen denke, meine ich damit in erster Linie die Frage der Personenfreizügigkeit. Gerade in den letzten Monaten ist dieses Thema etwas in den Hintergrund geraten, obwohl durch die Arbeitslosigkeit die Frage des freien Personenverkehrs auch in der Zukunft darüber entscheiden wird, ob die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes schliesslich einem Schritt nach und zu Europa zustimmen werden oder nicht.

Ich möchte deshalb die Gelegenheit nutzen, den Bundesrat einmal mehr daran zu erinnern, dass er sich der flankierenden Massnahmen auf diesem Gebiet konsequent annehmen muss. Es reicht nicht, dass man die Frage nur auf der Ebene einer Expertenkommission verhandelt, sondern diese Fragen müssen ins politische Geschäft eingespiesen werden.

Es geht im konkreten um die Festlegung von Mindestlöhnen in Branchen, wo keine gesamtarbeitsvertraglichen Regelungen bestehen. Es geht darum, den erleichterten Zugang zur Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen zu gewähren. Wie wichtig gerade dieser Teil ist, zeigen uns Deutschland und Frankreich, wo die Allgemeinverbindlicherklärung mit viel weniger Hürden zu erreichen ist. Und schliesslich geht es darum, gesetzliche Regelungen für die Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in Leiharbeitsverträge aufzunehmen.

Es ist unbedingt notwendig, dass der Bundesrat diese flankierenden Massnahmen nicht einfach als Nebengeschäft, begleitend zur Europadiskussion, mitschleppt, sondern dass er zu diesen Fragen Position bezieht, damit man diese Position des Bundesrates kennt und damit wir über diese Position des Bundesrates in der Öffentlichkeit debattieren können. Es geht nämlich um eine Schlüsselfrage, die wir nicht erst dann aufs Tapet bringen können, wenn wir vor einer neuen Abstimmung stehen, sondern die wir nur bewältigen werden, wenn wir sie schrittweise, sachlich, nicht unter Dringlichkeit, immer wieder mit den betroffenen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern diskutieren.

Unter diesem Aspekt wünsche ich, dass der Bundesrat in dieser Frage echt und konsequent Position bezieht und damit auch ein Thema behandelt, das uns die Initianten und Initiantinnen mit ihrer Initiative einmal mehr aufdrängen und womit sie uns auch herausfordern.

Bührer Gerold (R, SH): Wir beklagen uns immer über das mangelnde politische Engagement der jungen Generation. Heute dürfen wir feststellen – wo immer man auch steht –, dass es dieses Engagement dieser Gruppe von jungen Leuten an und für sich zu begrüssen gilt. Wenn die FDP-Fraktion gegen diese Volksinitiative ist, dann nicht bezüglich des materiellen Gehaltes des EWR – Sie wissen, wir haben diesen EWR unterstützt –, sondern weil wir aus staatsrechtlichen und aus staatspolitischen Gründen nicht ja sagen können zur

weitreichenden Delegation an den Bundesrat, weil diese Delegation unserer direktdemokratischen Tradition absolut zuwiderläuft.

Wir haben in den letzten Tagen, Wochen und Monaten viel über die Geschichte unseres Landes gesprochen, und wir sind in der Rede des Bundespräsidenten vom 5. März einmal mehr aufgefordert worden, die Lehren aus der Geschichte – in diesem Falle aus der Geschichte des Zweiten Weltkrieges – zu ziehen. Wenn es mit Bezug auf unser Verhältnis zu Europa eine Lehre aus der Geschichte zu ziehen gilt, dann die, dass wir, wie früher in Zeiten grosser Herausforderungen, uns heute darauf konzentrieren sollten, für den Weg, den wir von links bis rechts gemeinsam zu gehen bereit sind, einen Schulterschluss zu finden. Das ist jetzt der Weg des bilateralen Abkommens mit der Europäischen Union. Dieser Auftrag, den uns auch das Volk am 6. Dezember 1992 gegeben hat, hat die absolute Priorität, und die FDP-Fraktion unterstützt mit Nachdruck die Bestrebungen von Bundesrat und Verhandlungsdelegation.

Wenn wir die Lage analysieren, müssen wir aus wirtschaftlicher Sicht doch zwei Umstände schonungslos offenlegen: den einen, dass wir nach wie vor vor der grössten ökonomischen Herausforderung seit dem Zweiten Weltkrieg stehen – ohne in Pessimismus zu machen –, und den zweiten, dass wir nicht nur an der Binnenfront, sondern auch an der Aussenwirtschaftsfront jetzt so rasch als möglich einen Durchbruch erzielen müssen. Je länger die Unsicherheit bezüglich eines Abschlusses dieses Abkommens anhält, desto mehr bleiben Auslandsinvestitionen in diesem Lande aus, desto weniger werden Arbeitsplätze geschaffen, und desto schwächer fallen der Konsum und die gesamte Wirtschaftsbilanz aus.

Ich rufe daher alle Kreise auf – diejenigen, die jetzt schon zwei Schritte zugleich gehen möchten, und jene, die dies nicht wollen –, sich auf diesem schweizerischen Weg des bilateralen Abkommens zu finden, nicht überall mit dem Referendum zu drohen, sondern auch bereit zu sein, gewisse Kompromisse einzugehen. Dem Volk muss im Dialog die Notwendigkeit von Kompromissen – auch in den heiklen Fragen Personenfreizügigkeit und Verkehr – erklärt werden. Denn seien wir uns im klaren: Auch ein bilaterales Abkommen gibt es nicht zum Nulltarif; das ist die Realität. Wer der Bevölkerung das Gegenteil weismachen will, handelt an der Wahrheit vorbei.

Ich bin überzeugt: Wenn es uns gelingt, dieses bilaterale Abkommen aussen- und innenpolitisch zum Erfolg zu bringen, werden wir im Wirtschaftskampf unsere Spiesse erheblich verlängert haben. Innenpolitisch werden wir eine Beruhigung und einen grösseren Handlungsspielraum haben, um die weiteren integrationspolitischen Fragen in Ruhe und sachbezogener zu klären.

Wir haben viel vom Beitrag der Politik zum notwendigen Aufschwung in diesem Lande gesprochen. Wenn wir als Politiker aussenwirtschaftspolitisch einen zentralen Beitrag zu leisten haben, dann jenen, jetzt aussen-, aber auch innenpolitisch eine Brücke zu bauen und eine Mehrheit für dieses Abkommen zu finden.

Epiney Simon (C, VS): Nous pensions faire l'économie d'une nouvelle réflexion sur l'après-bilatéralisme. Cette initiative nous empêche, à point nommé, d'escamoter la suite à donner à la démarche européenne. A ce titre, bien qu'irrecevable dans sa forme, cette initiative mérite, comme on l'a dit bien souvent aujourd'hui, toute notre considération.

Notre avenir est, en effet, au coeur de l'Europe, mais à condition que nous respectons le rythme cardiaque de ce pays. Forcer la main au destin par déception politique ou par impatience économique serait fatal pour les partisans d'une Europe dont nous sommes. Il sied de garder en mémoire les leçons de l'histoire. Ce pays formé au culte de l'indépendance veut apprivoiser l'Europe par étape, car il la redoute, ne serait-ce que par l'image qu'elle donne d'elle-même. «Quand je m'ausculte, je m'inquiète; quand je me compare, je me rassure», semble dire le Suisse. En effet, à lire les scrutins depuis 1992, nous ne pouvons que constater pour le moins un scepticisme helvétique qui tend à diaboliser l'étranger: Es-

pace économique européen, lex Friedrich, naturalisation facilitée, casques bleus, initiative des Alpes, etc.

Il ne sert à rien de se voiler la face, l'intégration européenne représentera toujours une démarche délicate, controversée, nécessitant un engagement permanent, empreint de conviction et de respect de l'adversaire. L'Europe n'est ni le paradis sur terre ni un monstre de papier au service de la centralisation. Nos opposants d'un jour méritent autant de considération que les doux naïfs d'une Europe enjolivée. Ce pays, en créant ses symboles, ses tabous, ses acquis, éprouve le besoin d'être rassuré, de pouvoir s'exprimer à chaque étape de notre intégration. Dès lors, quel que soit le résultat des négociations bilatérales, il y aura des déçus et des insatisfaits. Quel que soit le chemin, la Suisse ne peut pas réussir à force d'invectives et de mépris pour l'autre. Elle doit trouver une plate-forme sur laquelle nous pouvons nous rassembler. Qu'on soit partisan ou adversaire, cette initiative doit nous rappeler que nous sommes tous appelés à oeuvrer à la cohésion plutôt qu'à la déchirure du pays, en apportant chacune et chacun des pistes susceptibles de réconcilier ce pays, sans désavouer personne, en rapprochant les deux camps qui, par leur intransigeance, ont contribué à passionner les débats et à diviser le pays.

«Seul, on est rarement en bonne compagnie», pourraient conclure, désabusés, les jeunes qui ont eu le mérite de lancer cette initiative. Aujourd'hui, par notre abstention due à cette délégation maladroitement de compétence, nous voulons dire à ces jeunes que nous sommes derrière eux et que nous pensons que l'Espace économique européen reste, une fois le résultat des négociations bilatérales connu, encore une option raisonnable, parce que c'est une option qui est peut-être encore de nature à rassembler ce pays qui s'est trop divisé depuis le 6 décembre 1992.

Brunner Toni (V, SG): Zu meinem heutigen Votum hat mich Kollege Ernst Mühlemann am letzten Mittwoch eigentlich geradezu herausgefordert, indem er unsere Jugend pauschalisierend der Ungeduld bezichtigte. Weil ich mich selber nach wie vor – und in diesem Parlament wohl einzigartig – zur Jugend zähle, kann ich diesen Vorwurf nicht auf mir sitzen lassen.

Ich rede darum heute für die besonnene Jugend. Ich gebe ja zu: Wenn man jung ist, ist vielfach mehr Energie vorhanden als im gesetzteren Alter. Wenn man jung ist, ist man voller Ideen, manchmal zappelig und ungestüm, manchmal etwas voreilig. Aber man hat halt schlichtweg alle Energie dieser Welt, und man ist «voll im Saft». Da handelt man vielleicht manchmal auch etwas ungeduldig, wie das Komitee «Geboren am 7. Dezember 1992». Aber, das möchte ich hier und jetzt klar betonen: Wer in unserem Land mitdenkt, sich engagiert und am politischen Prozess aktiv mitmacht, der bedarf ganz einfach eines Lobes. Solches Engagement gefällt mir noch allemal besser, als wenn unsere Jugend keine Ideen mehr hätte, wenn sie nicht mehr zappelig und ungestüm und nicht mehr «voll im Saft» wäre. Das wäre fatal – wie ein Säugling, der bei der Geburt nicht schreit; da stimmt dann auch etwas nicht mehr.

Dass die vorberatende Kommission in einer seltenen Einmütigkeit zu diesem Volksbegehren nein sagt, weckt in mir schon fast Ängste. Um so mehr leid tut es mir, dass auch ich dieser Initiative mit dem Namen «Für unsere Zukunft im Herzen Europas» in keiner Art und Weise zustimmen kann.

Etwas stimmt mich aber nachdenklich: Mehrere Votantinnen und Votanten haben erklärt, dass sie die Initiative aus rein formellen Gründen ablehnten, weil sie gegen verfassungsrechtliche Kompetenzen beim Abschluss völkerrechtlicher Verträge verstosse. Ich frage mich deshalb: Wieso kann ein solches Begehren, das grösste Verstösse gegen die Regeln der Demokratie, wie wir sie verstehen, beinhaltet, überhaupt lanciert werden? Man hätte unsere «Eurostürmer» bei der Lancierung der Initiative nicht einmal fälschlich föhnen müssen; nein, man hätte sie ganz einfach zurüpfpföhnen können, weil sie schlichtweg ins Offside gelaufen sind. Warum hat man das nicht gemacht? In diesem Zusammenhang darf man den Initianten nicht – zu Unrecht – vor-

werfen, unsere eigenen Volksrechte zu missbrauchen, um eben diese Rechte ganz einfach auszuschalten, zu unterwandern. Das ist nicht fein.

Auch nicht fein ist, was Kollege Suter von sich gegeben hat. Er hat gesagt, die politisch bewusste Jugend wolle am europäischen Integrationsprozess mitwirken. Ich nehme für mich ebenfalls in Anspruch, der politisch bewussten Jugend anzugehören, ohne jetzt gleich ein «Euroturbo» zu sein, dem jedes Mittel recht ist, um mit dem Kopf durch die Wand zu rennen. Das ist nicht nur pauschalisierend, das ist schon fast Ausgrenzung eines Teils der Jugend, der nicht so denkt wie Sie, Herr Suter. Wenn man von Dialog redet – wie Sie –, dann müsste man eigentlich auch andere, die man damit angreift, nicht nur der Verantwortungslosigkeit bezichtigen, sondern selber Verantwortung wahrnehmen und diese starken Worte eben auch abwägen.

Den Initianten rate ich, nicht mit dem Kopf durch die Wand rennen zu wollen, sonst schlagen sie den Kopf ziemlich sicher an; das führt nicht nur zu Kopfschmerzen, nein, das führt geradezu zu Kopfzerbrechen. Die Initianten sind jung, jung wie ich. Wer jung ist, ist lernfähig. Ich bin überzeugt oder hoffe doch zumindest, dass sie jetzt klug handeln und die Initiative zurückziehen. Damit beweisen sie, dass die Jugend Köpfchen hat und durchaus imstande ist, wohlbedacht und überlegt zu handeln.

Müller Erich (R, ZH): Ich danke den jungen Schweizerinnen und Schweizern, die sich nach dem EWR-Nein im Jahre 1992 ein Herz «für unsere Zukunft im Herzen Europas» fassten. Diese, Herr Brunner Toni, sehr besonnene Jugend strahlt Offenheit, Solidarität und Zukunftsglauben aus. Sie hat erkannt, dass sich unsere Schweiz wirtschaftlich, kulturell und politisch öffnen muss.

Vier Jahre nach dem EWR-Nein müssen wir nüchtern feststellen: Wir werden zunehmend behindert, ja diskriminiert. Klein- und Mittelbetriebe haben immer mehr und immer stärkere Probleme beim grenzüberschreitenden Verkehr. Schweizer Monteure haben Mühe, im angrenzenden Ausland ihre Produkte zu installieren. Wir haben keine Möglichkeit, unsere Forschungsinteressen in den EU-Programmen durchzusetzen, obwohl wir brav zahlen. Schweizerische notarielle Beglaubigungen im angrenzenden Ausland werden zeitlich verschleppt. Dies sind nur einige Beispiele. Es ist an allen Ecken und Enden schwierig, und es wird immer schwieriger. Langsam, aber sicher geraten wir ins Abseits. Wir müssen rasch unsere «Zukunft im Herzen Europas» diskutieren. Wie schlecht muss es unserem Wirtschaftsplatz eigentlich noch gehen, bis wir handeln? Leider sind die Positionen heute festgefahren. Um so mehr müssen wir sie angehen. Wir dürfen unsere Zukunft nicht auf die lange Bank schieben. Wir müssen jetzt aufhören, links-rechts zu polarisieren. Wir müssen uns rasch entscheiden, ob wir rück- oder vorwärtsgehen wollen.

Die Initiative könnte ein Anlass, ein Aufruf zu dieser Auseinandersetzung sein. Leider hat die Initiative einen Haken. Wir dürfen Parlament und Volk die Mitsprache sicher nicht entziehen. Darum müssen wir – wie sehr ich dies bedaure – aus ordnungspolitischen Gründen nein sagen. Das darf aber nicht falsch interpretiert werden. Wir wollen, ja wir müssen vorwärtsschreiten und uns zielstrebig gegenüber Europa öffnen.

Vordringlich ist jetzt aber, dass wir die laufenden bilateralen Verhandlungen rasch zu einem Abschluss bringen. Ich vertraue auf unsere gute Verhandlungsdelegation in Brüssel. Ein gutes bilaterales Verhandlungsergebnis ist das absolute Minimum. Nachher können und müssen wir eine Standortbestimmung vornehmen und weitere Schritte einleiten.

Es ist ein Gesetz der Vernunft, dass wir uns alle Handlungsspielräume offen halten, auch wenn ich persönlich überzeugt bin, dass wir einen Beitritt zur Europäischen Union anstreben müssen, zum Wohle und zum Nutzen der Schweiz.

Chiffelle Pierre (S, VD): En ces temps d'interrogation profonde sur notre passé, de doute tout aussi profond quant à notre avenir, je crois que la jeunesse de ce pays, encore plus

que le 7 décembre 1992, a besoin de grands desseins, a besoin d'espoir, a besoin de confiance.

Elle veut aujourd'hui nous imposer un dialogue constructif. Elle met – et comme on la comprend! la pression sur les autorités politiques pour qu'enfin ce dossier sorte des ornières, des arguties juridiques et institutionnelles dans lesquelles la classe politique ne peut faire autrement que de le plonger. C'est la raison pour laquelle, pour ma part et pour montrer la confiance que j'ai dans les jeunes qui ont lancé cette initiative, je voterai oui tout à l'heure. Je voterai oui pour leur faire un signe clair et net de notre volonté politique d'accélérer un processus d'intégration constructif. Je leur fais confiance, entièrement confiance car ce sont des jeunes gens intelligents, ils l'ont montré par la deuxième initiative qu'ils ont déposée pour retirer celle au sujet de laquelle nous allons nous prononcer après ce débat fleuve.

Il y a un deuxième motif qui m'amènera à dire résolument oui, c'est qu'il faut montrer aujourd'hui à cette jeunesse et à notre population que nous ne voulons pas nous laisser mener par le bout du nez par les farfadets grotesques d'un isolationnisme parfaitement irresponsable, qui n'hésitent pas à tenter de trouver des arguments pour leur cause néfaste, en faisant des comparaisons aussi diffamatoires que celles qui ont été faites entre le IIIe Reich et l'Union européenne.

C'est dans cet état d'esprit de dialogue, pour en quelque sorte jeter à nouveau la balle dans le camp des jeunes, puisqu'il faut bien dire qu'en cinq ans nous n'avons guère avancé sous cette coupole, que je vous propose de voter oui à cette initiative populaire.

Gros Jean-Michel (L, GE): Je voulais poser une question à M. Chiffelle, lui qui a prôné avec tant d'éloquence cette initiative et qui a déclaré qu'il voterait oui à cette initiative. Je voulais savoir s'il n'a pas fait preuve d'une certaine démagogie. S'il avait des craintes que cette initiative obtienne une majorité, maintiendrait-il son intention de voter oui? Ou bien vote-t-il oui uniquement pour le plaisir, en étant évidemment sûr que le résultat sera négatif?

Chiffelle Pierre (S, VD): C'est volontiers, Monsieur Gros, que je vous réponds que c'est par conviction politique profonde d'un processus politique élargi que j'ai exprimé tout à l'heure ma volonté de voter oui à cette initiative.

J'ai la certitude absolue que la question que vous me posez ne se posera pas dans la pratique, puisque les jeunes qui ont lancé cette initiative savent parfaitement que la mener jusqu'en votation populaire serait tout à fait contraire à leur dessein, sur le plan pratique. Ils l'ont parfaitement compris, mais ils ont voulu jouer avec nous le jeu démocratique jusqu'à ce stade du débat parlementaire. Ensuite, prenant acte de notre volonté réaffirmée ici même par les abstentionnistes au sujet de cette initiative, ils continueront à se battre uniquement pour leur deuxième initiative.

Stucky Georg (R, ZG): An sich ist es bedauerlich, dass der Effort, den die Jugendlichen geleistet haben, aus staatsrechtlichen Gründen nicht akzeptiert werden kann. Die Zuständigkeiten würden derart verschoben, wie es in unserem Staat – selbst während der Vollmachtenregimes der beiden Weltkriege – nie vorgekommen ist. Schon daran sieht man, dass man nicht Folge leisten kann, vielleicht mit Ausnahme von Herrn Chiffelle, wie wir gehört haben.

Aber eine gute Idee steckt dahinter, und das sollte man entsprechend würdigen, nämlich die Option für einen EWR 2, die wir aus verschiedenen Gründen aufrechterhalten müssen.

Der erste Grund ist, dass wir eine Perspektive haben sollten. Wir können zwar sagen: Wir beenden die bilateralen Verhandlungen. Da sind wir unisono alle dafür, aber diese Aussage ist eigentlich derart allgemein, dass man darauf nicht mehr eingehen kann, dass man zuerst diese Verhandlungen abschliessen muss. Dann haben wir aber erst sieben Pakete oder ein Paket mit sieben Päckchen beschliessen. Den Rest – Herr Mühlemann hat es aufgezählt: von der passiven Textilveredelung bis zur Forschung – haben wir noch nicht gelöst.

Dann stellt sich doch die Frage: Welches Geleise benützen wir für die Zukunft? Wenn wir die Option eines EWR ansehen, stellen wir fest:

1. Die Staaten Norwegen, Island und Liechtenstein, die in der Efta zusammen sind, signalisieren nach wie vor, dass sie auf dem institutionellen Gebiet ausserordentlich gut mit Brüssel zusammenarbeiten und dass sie keine Benachteiligungen haben, oder dass ihren Erwartungen entspricht, was tatsächlich geschieht.

2. Wir spüren die Isolation, und zwar nicht nur auf dem wirtschaftlichen Gebiet. Ich möchte das deutlich betonen: Nicht nur bei den Aufträgen an unsere Wirtschaft respektive bei Arbeitsvergaben, sondern auch auf kulturellem Gebiet oder vor allem in der Forschung und Ausbildung spüren wir sie. Wollen wir denn tatsächlich noch länger eine Insel bleiben?

3. Der EWR ist kein unkündbarer Staatsvertrag, sondern er enthält eine Kündigungsfrist von einem Jahr, mit anderen Worten: Wir können den EWR wieder kündigen, ja wir können sogar, nach Vorschlag von Herrn Loeb, bereits bei der ersten Abstimmung vorsehen, dass wir ein zweites Mal darüber abstimmen, ob wir im EWR bleiben wollen oder nicht. Das ist – das sage ich allen EU-Anhängern – unmöglich bei der EU. Dort sind wir drin und können nicht mehr raus.

4. Ich möchte Ihnen in Erinnerung rufen, dass wir immer wieder Signale seitens der EU bekommen haben, sie sei bereit, mit uns über einen EWR zu sprechen. Es machen sich da nicht allzu viele Widerstände geltend, vielleicht weniger sogar, als wenn wir wieder mit einem zweiten Paket bilateraler Verhandlungen kommen müssen. Der EWR ist eine vorgegebene Grösse. Er ist mit den anderen Staaten durchexerziert. Wir müssten den Acquis communautaire noch einmal ansehen. Aber wir haben im Sommer 1992 bewiesen, dass unser Parlament fähig ist, eine solche umfangreiche Übung innert nützlicher Zeit zu erledigen.

Zapfl Rosmarie (C, ZH): Die jungen Menschen, welche die Initiative «für unsere Zukunft im Herzen Europas» lancierten, haben dem Rat die Möglichkeit gegeben, sich einmal mehr mit dem Verhältnis zu unseren Nachbarn auseinanderzusetzen. Und der Rat hat diese Möglichkeit wirklich genutzt. Damit haben die Initianten den Geist der Öffnung wachgehalten. Es sind bewusste junge Leute, Herr Brunner, die ungeduldig werden. Die Jahre vergehen, ohne dass die Schweiz diese dringend notwendigen Vertragsverhältnisse mit den europäischen Nachbarn regelt.

Die vorliegende Initiative – wir haben es bereits mehrmals gehört – weist zum heutigen Zeitpunkt nicht den richtigen Weg, um die Schweiz aus der Isolation herauszuführen. Deshalb werde ich sie nicht unterstützen und werde mich das erste Mal in diesem Rat der Stimme enthalten.

Seit der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 hat sich sehr viel bewegt und verändert, in der Schweiz und im ganzen europäischen Raum. Nach dem EWR-Nein haben wir die bestmögliche Lösung gesucht und sie in den bilateralen Verhandlungen gefunden. Heute stehen wir nach jahrelangen, schwierigen Ausmachungen vor deren Abschluss. Unser aller Anliegen muss es sein, diese Verhandlungen zugunsten der Schweiz und ihrer Zukunft raschestmöglich abzuschliessen und die Verträge zu unterzeichnen.

Wenn das Parlament der Initiative positiv gegenüberstehen würde, führte das dazu, dass wir bei den Verhandlungspartnern in Europa nicht mehr ernst genommen würden. Sollten diese Verhandlungen scheitern, bleibt der Weg immer noch offen, Überlegungen anzustellen, was zu dem Zeitpunkt ein EWR 2 noch bringen kann. Uns allen ist bewusst, dass sich auch der EWR seit 1992 massiv verändert hat. Sollten die bilateralen Verhandlungen gelingen, so steht diese Initiative erst recht quer in der Landschaft.

Erinnern wir uns doch, was der EWR bedeutet. Es ist ein Vertragswerk, das Volk und Stände abgelehnt haben. Es ist ein blosser Zugang zum Binnenmarkt. Damit deckt er nur einen kleinen Aspekt unserer Interessen gegenüber Europa ab. Eine Ablehnung der Initiative ist kein negativer Entscheid bezüglich der Öffnung des Landes, ganz im Gegenteil. Es bleiben die Voraussetzungen, auch weitere Optionen offenzu-

halten, auch den EWR als mögliche Etappe, so wie dies der Bericht des Bundesrates über die Aussenpolitik der Schweiz in den neunziger Jahren vermittelt. Dabei will ich nicht ausschliessen, dass der EWR für andere Länder ein taugliches Mittel der Interessenwahrung ist. Ich denke an Länder in geographischer Randlage, die auf reiche Ressourcen zurückgreifen können: Norwegen mit seinem Öl und Island mit seinem Fischreichtum.

Wie aber steht es in einem Land im Zentrum Europas, einem Land, das – wie die Schweiz – ohne natürliche Bodenschätze durch die Auswirkungen aller europäischen Entscheidungen und Massnahmen betroffen ist, ohne dabei mitzubestimmen? Nach dem Abschluss der bilateralen Verhandlungen sind wir alle gefordert, den Weg zu finden, damit die Schweiz im Herzen Europas das Haus Europa, dessen Mitbewohnerin sie ist, mitgestalten kann.

Vollmer Peter (S, BE), Berichterstatter: Wir möchten es als Berichterstatter ganz kurz machen, aber erlauben Sie mir doch noch drei Bemerkungen:

Wir haben Ihnen zu Beginn im Namen der Kommission einstimmig beantragt, diese Initiative zu verwerfen. Ich finde es aber gut, dass im Rat soviel Sympathie und soviel Souplesse gegenüber den Initianten zum Ausdruck gebracht worden sind. Sogar unser Ratsjüngster, Toni Brunner, der ja politisch nicht auf der gleichen Seite wie die Initianten steht, hat sich in dieser Art und Weise geäussert. Ich glaube, es ist ein Verdienst der Initianten, diese wichtige Frage aufs Tapet gebracht zu haben. Es war vor allem ein Verdienst der Initianten, damals nach dem 6. Dezember 1992 mit einem politischen Instrument vielen Mitbürgerinnen und Mitbürgern über den Katzenjammer hinweggeholfen und damit gezeigt zu haben, dass es trotz des negativen Volksentscheids europapolitisch weitergehen muss. Das ist zweifellos ein wichtiges Zeichen, ein wichtiges Verdienst dieser Initianten.

Aber gerade weil wir die Initianten ernst nehmen und sie nicht einfach als Junge behandeln, die politisch noch nicht so erfahren sind, mussten wir auch den Text ernst nehmen und klar zum Schluss kommen, dass diese Initiative quer in der Landschaft steht.

Ich glaube, die Debatte hat ein Zweites ganz deutlich gemacht – ich nehme nur die Voten der Herren Pini und Loeb –: Herr Pini hat erklärt, er lehne die Initiative ab, weil er nicht in den EWR wolle, er wolle in die Europäische Union. Herr Loeb hat gesagt, er lehne die Initiative ab, obwohl er in den EWR möchte, für ihn sei der EWR eine sinnvolle politische Option. Beide haben die Initiative abgelehnt, und sie haben damit, ich würde sagen, wenn ich diese beiden Voten erwähne, stellvertretend für den ganzen Rat deutlich gemacht, dass die Haltung des Rates zu dieser Initiative in keiner Weise etwas damit zu tun hat, welchen europapolitischen Weg wir beschreiten wollen.

Abgelehnt werden muss diese Initiative heute aus ganz anderen Gründen, nämlich weil sie kein hilfreiches Instrument ist, und zwar weder für die Option EWR- noch für die Option EU-Beitritt, aber auch nicht für die laufenden bilateralen Verhandlungen. In dem Sinne ist der einstimmige Antrag der vorberatenden Kommission zu verstehen.

Erlauben Sie mir zum Schluss noch eine Richtigstellung, die ich im Namen dieses Rates glaube machen zu müssen: Herr Keller von den Schweizer Demokraten hat sich beklagt, den Rat angeschwärzt und gesagt, im März 1996, als wir die Initiative der Schweizer Demokraten und der Lega behandelten, hätten wir nicht Kategorie I, sondern nur Kategorie IV gehabt und man habe sich zu ihrer Initiative nicht demokratisch äussern können.

Ich habe das Amtliche Bulletin schnell konsultiert und muss Herrn Keller sagen, dass es nicht Kategorie IV, sondern Kategorie II war und 29 Redner die Gelegenheit hatten, sich zu dieser Initiative zu äussern. Von einer Ungleichbehandlung und von einer Beschneidung demokratischer Rechte kann keine Rede sein.

Ich möchte den Rat im Namen der einstimmigen Kommission nochmals bitten, diese Initiative abzulehnen. Diese Ablehnung ist aber keine Stellungnahme zum Inhalt des EWR, sie

ist keine Stellungnahme zur politischen Option, über die wir demnächst nach Abschluss der bilateralen Verhandlungen in diesem Rat wieder zu diskutieren und zu beschliessen haben werden.

Ducrot Rose-Marie (C, FR), rapporteur: Pendant ces cinq heures de débat, vous avez tous, ou presque, souligné l'engagement des jeunes membres du mouvement Né le 7 décembre et vous avez salué le travail militant exemplaire de ces jeunes qui a permis de remettre sur pied le débat européen.

Et pourtant, l'initiative met d'accord contre elle la quasi-totalité de la classe politique. Comme la Commission de politique extérieure, vous avez souligné les carences d'un système qui voudrait donner au Conseil fédéral seul le pouvoir de conclure un traité d'adhésion, violant ainsi des dispositions constitutionnelles en la matière. En passant de la forme au fond, vous avez constaté que le menu EEE 92 n'a pas résisté à l'épreuve du temps. Il ne convient plus à nos estomacs décemment habitués à d'autres sauces. L'accord 92 est dépassé et l'adhésion européenne est maintenant notre objectif prioritaire.

Un député a dit mercredi qu'à la lumière de l'histoire, on doit craindre l'Allemagne et son «Diktat». En spéculant sur l'inquiétude, il est plus aisé de dire non, surtout quand on monte en épingle les inconvénients, tout en évitant de relever ce qui les compense ou les dépasse. L'«Alleingang» est la voie la plus périlleuse et la plus préjudiciable au pays. Dans la crise que nous venons de vivre, a souligné une députée, personne n'est venu à notre rencontre. Nos partenaires et nos voisins ne sont pas montés aux barricades pour défendre la petite Helvétie empêtrée dans ses propres contradictions. Au contraire, la Suisse seule est devenue une cible facile.

Certains ont soulevé les difficultés engendrées par une économie en stagnation pour la sixième année consécutive. Pour sortir la croissance de la léthargie, vous fondez quelque espoir sur les accords bilatéraux dont la percée souhaitée est en passe d'être réalisée. Vous êtes prêts, avec la commission, à enclencher une autre vitesse et c'est bien.

Vous avez relevé certaines adaptations inéluctables qui feront mal peut-être, quand bien même elles tiennent de l'opération chirurgicale indispensable. Quelle Europe, s'interroge une de nos collègues? Y aura-t-il une Europe à la carte, à géométrie variable? En pensant en retirer les bénéfices sans en accepter les contraintes, nous allons vers de cruelles et ruineuses désillusions.

Au nom de la commission, je vous engage à répondre négativement à l'initiative très sympathique lancée par les des jeunes qui apporte de mauvaises solutions à de bonnes interrogations. Les choses sont claires. Le chemin sur la voie de l'Europe doit se faire par étapes avec la majorité du peuple suisse, et les négociations bilatérales sont pour l'heure le seul chemin crédible. Sans mélanger les phases de rapprochement, ni cabrer une Suisse encore bloquée sur des arguments émotionnels, nous avançons lentement, mais sûrement vers l'Union européenne.

Les politiques que nous sommes n'abdiqueront pas leur responsabilité aussi fondamentale, parce qu'ils demeurent comptables pour l'opinion des décisions auxquelles ils prennent part. Mais il reste la liberté des citoyens de pouvoir en toute quiétude choisir le type de société dans lequel ils veulent vivre. Dans ce domaine, il serait dommageable pour notre pays que les peurs l'emportent sur les espérances.

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Ces jeunes citoyennes et ces jeunes citoyens suisses qui, au lendemain du 6 décembre 1992, reprennent le collier, reprennent le chemin et tentent de nous inciter à remonter une pente qui est difficile, car c'est celle du repli sur soi et de la fermeture, ont lancé, en même temps que leur mouvement, une initiative en soi tout à fait sympathique pour qui veut une Suisse ouverte – et le Conseil fédéral veut une Suisse ouverte –, tout à fait avenante pour qui veut jouer pleinement du devoir de la responsabilité et de l'intérêt de notre pays dans le continent européen et pour qui ne veut pas d'un repli sur soi, ni d'une

solitude helvétique dans notre continent. Tout cela procède d'un cri du coeur. Nous devons nous incliner devant une volonté politique aussi pure et aussi déterminée.

Malheureusement, et c'est ici que ça se gâte, les moyens qui sont préconisés par ces jeunes, en particulier l'initiative populaire qu'ils entendent soumettre au peuple, sont tout à fait inattendus et incompatibles avec la constitution. En effet, en suivant cette initiative, le Parlement, le peuple et les cantons ne seraient pas consultés sur les résultats d'une négociation Espace économique européen bis. Le Parlement, le peuple et les cantons seraient tout simplement court-circuités. Cela est évidemment totalement inadmissible, contraire à l'esprit et à la lettre de notre démocratie directe, le peuple ayant souverainement le dernier mot. L'article 85 de la Constitution fédérale stipule qu'il appartient à l'Assemblée fédérale d'approuver un accord que la Suisse voudrait passer avec l'Espace économique européen et l'article 89 ouvre le référendum populaire en matière de traités internationaux.

Voyez-vous, la question européenne – mais aussi n'importe quelle autre question relative à notre inscription dans le monde ou dans l'Europe – ne peut servir à aucun moment de prétexte à modifier, pour l'occasion, la logique constitutionnelle suisse. C'est elle qui donne au peuple et aux cantons la garantie de l'exercice précisément de leur souveraineté et, de surcroît, elle me paraît avoir fait ses preuves, avec des résultats négatifs et positifs, qu'elle fonctionne convenablement. Comment pourriez-vous imaginer que le Conseil fédéral, qui, avec vous les parlementaires, est le gardien de la constitution, frappé par la grâce fondamentale de cette initiative, touché par la volonté très légitime de vouloir sortir la Suisse de l'isolement dans lequel le 6 décembre 1992 l'a plongée, prête la main de quelconque façon à ce qu'il faut bien appeler un viol de la constitution?

C'est parce que nous en sommes gardien, c'est parce que nous avons la responsabilité de faire jouer pleinement les institutions démocratiques que nous vous proposons – j'allais dire, la mort dans l'âme – le rejet de cette initiative et que nous ne lui opposons aucun contre-projet.

Il me faut maintenant aller au fond. Ce préambule formel – mais il suffit – expliquant les raisons du préavis négatif du Conseil fédéral à votre endroit étant effectué, il me faut aller au fond pour m'interroger avec vous sur ce qu'est devenue l'Europe qui nous entoure depuis 1992. Quels changements dans notre environnement continental sont-ils donc intervenus, qui campent aujourd'hui la situation de la Suisse autrement qu'elle était au moment du vote populaire négatif?

Je commencerai naturellement par l'Union européenne qui, depuis le temps où nous négocions avec elle en 1990, 1991 et 1992, s'est entre-temps élargie, renforcée par la présence dans son sein de trois anciens cousins germains de l'AELE: la Suède, la Finlande et l'Autriche, qui l'ont rejointe. C'est une première différence de taille de l'Union européenne actuelle par rapport à celle que nous connaissions en 1992.

La deuxième est l'ouverture de cette Union européenne aujourd'hui à des accords de préadhésion avec des pays d'Europe centrale et orientale. La troisième, c'est la coopération interrégionale que l'Union européenne développe maintenant, avec succès, dans les pays du Sud de la Méditerranée, hors du strict continent européen, en Asie, nous excluant du dialogue Asie/Europe plus souvent qu'à notre tour, et que l'Union européenne développe également outre-Atlantique, en Amérique du Nord comme en Amérique latine. Cela est un premier ensemble de données qui font que le partenaire Union européenne est très sensiblement différent, consolidé et élargi en 1997 par rapport à ce qu'il était en 1992.

Mais, dans le même temps, l'Union européenne fonctionne dans l'après-Maastricht – d'aucuns ont sans doute fait des pronostics très négatifs sur ce qu'elle allait devenir – et nous savons bien, c'est visible, qu'elle ne réalise pas sur ses objectifs, à l'intérieur d'elle-même, une parfaite unanimité politique, tant s'en faut, mais elle se développe et le fonctionne intérieurement joue.

Jamais, troisième élément, nous n'aurions osé pronostiquer ici même que l'Union économique et monétaire (UEM) en arriverait au point de maturité qu'elle a gagnée ce semestre

sous la présidence hollandaise. En effet, nous voyons les difficultés considérables qui se hérissaient sur le chemin de l'UEM. Ces obstacles continuent d'exister sans doute, mais ils n'ont plus du tout l'aspect de montagne invincible qu'ils avaient il y a moins d'une année encore. Ils restent des obstacles importants, mais dont nous pouvons imaginer, au vu de ce que nous enregistrons maintenant, qu'ils seront maîtrisés.

Enfin et surtout, quatrième donnée de l'Union européenne, et elle nous interpelle très directement: le marché intérieur de l'Union européenne, c'est-à-dire un marché des quinze membres de l'Union européenne, plus des trois membres de l'AELE qui sont dans l'Espace économique européen, c'est-à-dire le Liechtenstein, l'Islande, la Norvège, couvre tout le continent ouest européen et lui donne un nouveau souffle économique. Car depuis qu'il a été créé, début 1993, c'est 900 000 emplois supplémentaires – je répète le chiffre: 900 000 emplois supplémentaires – qui ont été créés au sein de l'Union européenne, alors que la Suisse passait son temps, hélas, à enregistrer la décroissance du nombre des emplois qu'elle avait à offrir.

Le produit intérieur brut de l'Union européenne a été, en 1994, supérieur d'au moins 1,5 pour cent à ce qu'il aurait été sans le marché unique. Enfin, alors que l'économie suisse stagne depuis six ans, dans le même temps, les pays industrialisés européens ont enregistré une croissance comprise entre 1,5 et 2 pour cent l'an. Ne me faites pas dire que je vois dans ces chiffres uniquement l'effet bénéfique de l'Union européenne pour ses quinze adhérents plus les trois membres de l'Espace économique européen, car il y a sans doute d'autres raisons, mais la détermination est ici essentielle: nous sommes en situation, en 1997, de plus grand décalage, de beaucoup plus grand décalage de développement économique que nous ne l'étions en 1992 où nous prônions l'Union européenne.

J'en viens à l'Espace économique européen, après avoir traité de l'Union européenne. Je constate qu'à l'intérieur de cet Espace économique européen les institutions fonctionnent, que les répercussions économiques sont plutôt positives et que la gestion des relations avec l'Union européenne, qui demeurent capitales, s'opère d'une manière extrêmement tranquille et extrêmement sereine. C'est là que j'ai peut-être quelque chose à vous dire: j'ai comparé tout à l'heure l'Union européenne de 1997 à celle de 1992. Je veux comparer l'Espace économique européen de 1997 à celui qui se dessinait en 1992. Je vous dirai que ce que l'Espace économique européen entre-temps a digéré, a vécu, a assimilé, bien entendu sans nous, c'est 800 actes communautaires nouveaux, dans le domaine vétérinaire, dans les prescriptions techniques, dans les assurances, dans les télécommunications, dans des domaines vitaux pour la Suisse dont nous nous trouvons exclus.

L'Espace économique européen d'aujourd'hui, c'est quelque chose comme 50 pour cent – je répète: 50 pour cent – d'augmentation des règles, des accords avec l'Union européenne par rapport à l'état prévisible de 1992.

A l'heure de ce constat, et ce sera ma réflexion supplémentaire, de la croissance de l'Union européenne d'une part et de l'Espace économique européen d'autre part en cinq ans, j'essaie de tirer quelques constats sur la situation helvétique. Je ferai quelques constats en Europe, et quelques constats moins nombreux hors d'Europe.

En Europe, pour prendre le premier chapitre de la libre circulation des personnes, les travailleurs suisses sont aujourd'hui pratiquement, et même exclusivement, exclus de l'accès au marché du travail. La difficulté d'obtenir des permis de travail dans l'Union européenne grandit évidemment avec une situation économique qui, pour être moins mauvaise en Union européenne qu'en Suisse, n'est pas la meilleure qui soit. Les étudiants suisses doivent supporter des taxes de cours prohibitives, de plus en plus prohibitives, dans l'Union européenne. Voilà deux exemples très clairs en ce qui concerne la libre circulation des personnes.

Quant à la libre circulation des marchandises, les produits industriels sont exclus du principe de la reconnaissance mu-

tuelle. Vous le savez, c'est le fameux principe du «Cassis de Dijon», qui est un instrument fondamental pour toute industrie qui veut livrer la compétition à égalité de mesure avec ses concurrents, qui frappe la production et la commercialisation helvétiques parce que sans «Cassis de Dijon», c'est la grande soif née de la discrimination, au détriment de l'industrie suisse. Ce sont les coûts supplémentaires des produits suisses, vu le paiement de la TVA à la frontière. C'est la livraison ponctuelle de nos produits rendue difficile par la multiplication des contrôles aux frontières, des heures et des jours d'attente qui en résultent, alors que tout baigne dans l'huile pour les produits industriels de nos dix-huit concurrents de l'Espace économique européen.

J'ai parlé de la libre circulation des personnes, de la libre circulation des marchandises, je dirai encore quelques mots à propos de la libre circulation des services.

L'absence de licence unique dans le domaine des assurances et des services bancaires rend beaucoup moins compétitives les entreprises suisses sur le marché de l'Union européenne. De surcroît, les entreprises suisses de transports terrestre et aérien rencontrent des difficultés croissantes sur le marché de l'Union européenne en matière de tarifs, en matière de limitation de l'ouverture des lignes. Enfin, et je terminerai les exemples européens par un mot des institutions. Pour faciliter l'accès des produits et services suisses au marché de la communauté, la Suisse doit adapter, mais sans réponses mutuelles, unilatéralement, sa législation aux règles communautaires. C'est un autoalignement, purement et simplement rendu indispensable parce que nos industriels ne sont pas bêtes qu'ils constatent qu'ils doivent adapter et prier l'Etat helvétique d'adapter de lui-même ces règles, alors que j'ai entendu dans cette salle des propos vertueux qui disaient à l'époque: «Nous ne saurions plier le genou devant Bruxelles». C'est bel et bien un autoalignement auquel nous procédons actuellement, pour rendre la pilule moins amère, mais un autoalignement, je le répète, sans concessions, sans contrepoids mutuels à notre égard de la part de l'Union européenne.

En dehors de l'Europe, deux exemples des difficultés nées de notre solitude institutionnelle européenne. J'observe que, dans les enceintes multilatérales, les grandes puissances économiques ont tendance à discuter et à régler les grandes questions de politique commerciale entre elles d'abord, et sans la Suisse. A cet égard, la situation s'est considérablement défaite pour nous en deux ans. Où, auparavant, notre participation touchante comme pays totalement indépendant pouvait être un argument, cet argument a disparu. Dans le dialogue transatlantique – je ne voudrais pas que le dialogue transatlantique trouble vos propres dialogues, Mesdames et Messieurs les députés, je m'en voudrais énormément! – entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, dans le dialogue euroméditerranéen – le fameux processus de Barcelone – et dans le dialogue euroasiatique avec les pays de l'ASEAN, avec la Conférence de Bangkok, la Suisse était et est tout simplement exclue: elle n'a pas un strapontin! Et elle a pourtant quelque chose à dire. J'entends souvent M. Blocher rappeler la qualité de nos relations avec les Etats-Unis – il a raison – et avec l'Asie du Sud-Est, où nous sommes plus forts que beaucoup d'autres pays européens. En attendant, dans la préparation de l'avenir institutionnel, la Suisse reste dans le corridor!

Cela suffit pour la description des conséquences négatives de notre marginalisation institutionnelle en Europe. Il est clair qu'en 1993 nous avons demandé sans attendre à l'Union européenne d'ouvrir les négociations bilatérales sectorielles que vous connaissez bien. On a attendu fin 1994, à Bruxelles, pour donner une réponse positive à la Suisse quant à l'ouverture de négociations bilatérales sectorielles. Aujourd'hui, dans ce long processus, nous en sommes au point suivant: à une exception près, à savoir les transports, les résultats qui ont été atteints maintenant par les négociateurs correspondent dans une très large mesure aux attentes suisses. L'Union européenne et la Suisse ont la ferme intention de finaliser les accords durant ce semestre encore – et je réponds ainsi à une question de M. Loeb –, à la condition que l'os des transports puisse être convenablement rongé.

En matière de libre circulation des personnes, tout d'abord – dossier douloureusement ouvert –, politiquement, l'accord est bien avancé. Deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord, les Suisses seraient traités, dans l'Union européenne, comme si la Suisse en était membre. On reconnaît aux Suisses la libre circulation des personnes sans limites, tandis que le contingentement appliqué par notre pays vis-à-vis des ressortissants communautaires restera applicable pendant les premiers cinq ans de l'accord, la sixième année sera une année d'essai et, selon les effets de cette année d'essai, nous pourrions réintroduire le contingentement et nous devrons, après six ans, décider en Suisse, le cas échéant avec une votation populaire, si oui ou non nous voulons continuer sur le chemin de la libéralisation. Il y a encore quelques points à discuter, mais la libre circulation des personnes, gros thème de la négociation, est virtuellement prête à l'emploi.

En ce qui concerne le transport aérien, il lui manque encore l'essentiel, la cinquième et la septième liberté, le droit pour nos compagnies aériennes d'effectuer des vols non seulement de Genève à Paris et retour, mais aussi des vols de Genève à Paris, puis de Paris à Londres ou à Berlin.

Et en matière de transport routier, nous sommes en présence d'un blocage préoccupant. L'Union européenne a peine à se mettre d'accord elle-même sur une position de négociation communautaire unique, et nos hésitations quant à la réalisation d'infrastructures ferroviaires, qui permettraient un écoulement écologiquement sain et économiquement raisonnable des transports de marchandises à travers les Alpes, ajoutent naturellement à cette incertitude assez générale. Notre position de négociation est simple et claire: nous protégeons nos Alpes – c'est une obligation constitutionnelle: en remplaçant graduellement la limitation à 28 tonnes par une taxation équitable, nous offrons une alternative ferroviaire en construisant les infrastructures nécessaires et en y mettant un prix de passage raisonnable.

Dans ce dossier très pointu, nos négociateurs sont en train de sonder plusieurs idées auprès de l'Union européenne et auprès de nos voisins directement intéressés – l'Autriche, la France, l'Allemagne et l'Italie. Une fois les consultations opérées, le Conseil fédéral devra enregistrer ces sondages et, bien entendu, en informer immédiatement les Commissions de politique extérieure des deux Conseils.

Pour terminer cette analyse, dans les autres domaines de négociation – recherche, marchés publics, agriculture, obstacles techniques aux échanges – tout est quasiment terminé. Alors, quelles sont les perspectives? Si cette perspective de réussir la percée finale au premier semestre, dans lequel nous sommes, se confirme en dépit de la dureté du secteur transports, le premier pas après la conclusion des négociations serait bien entendu l'information, par le Conseil fédéral, du Parlement. Dans une deuxième étape, la procédure d'approbation des accords durerait au minimum douze mois en Suisse, mais aussi douze mois dans les quinze parlements nationaux de l'Union européenne et dans le Parlement européen. Il est clair que nous ne nous croiserions pas les bras pendant cette période de procédures parlementaires, mais que nous compléterions les sept accords par des accords additionnels dans des domaines où nous n'avons encore rien du tout – les services, les produits agricoles transformés, les programmes de recherche communautaires, formation et jeunesse, protection de l'environnement, etc. Enfin, troisième pas: décider des besoins impératifs de la Suisse du point de vue économique, politique, culturel et de sécurité par rapport à l'Union européenne. Mais cela, déjà, c'est de la «Zukunftsmusik».

Mes chers amis du Conseil national, réalisons au moins cette étape, qui est absolument prioritaire et conditionnelle, d'aboutir dans les négociations bilatérales sectorielles. Le moment viendra où, ce résultat étant obtenu, nous aurons à tirer des conclusions quant à la suite.

Je dirais, dans l'état actuel des choses, Monsieur Loeb, et je réponds à une autre question que vous avez posée, qu'aujourd'hui et a priori aucune voie ne saurait être exclue. J'ai montré que l'EEE bis était totalement différent de l'Espace économique européen que nous avons discuté et négocié en 1992. Mais je ne voudrais pas a priori dire que ce ne

sera jamais une solution. Il faudra juger, le moment venu, lorsque les accords bilatéraux seront sous toit de part et d'autre. Et puis l'adhésion à l'Union Européenne ne doit pas être écartée non plus a priori à cette heure. Concluons donc les négociations bilatérales. Aidez-nous dans cette conclusion, c'est la priorité.

Le maintien pur et simple de la déclaration d'intention de la Suisse d'adhérer un jour éventuellement à l'Union Européenne n'entraîne, Monsieur Keller, aucune conséquence dommageable puisque, vous le savez très bien, l'activation de cette déclaration, c'est-à-dire la mise en musique de cette déclaration, n'interviendra qu'au moment où le peuple suisse aura manifesté sa volonté d'aller de l'avant dans la voie européenne, ce que souhaite profondément le Conseil fédéral. Mais le Conseil fédéral n'est pas autorité de décision. C'est le peuple qui est l'autorité souveraine. Et, voyez-vous, de telles demandes, Monsieur Keller, ont été déposées d'adhérer à l'Union Européenne bien avant la nôtre par des pays comme Chypre. Ces demandes ne sont pas devenues réalité de négociation pour autant. Je vous dis que le maintien pur et simple de cette déclaration d'intention n'est absolument pas dommageable à notre pays.

En revanche, et je vais être très précis, retirer, et retirer maintenant formellement une telle déclaration déclencherait une vague de méfiance dont le détriment serait profond pour la Suisse. Un tel retrait nous discréditerait, j'ose dire hélas! une nouvelle fois, en faisant apparaître l'attitude suisse comme incohérente, la politique suisse comme une politique tout à fait imprévisible du zigzag irrégulier. Et, vous le savez, on ne négocie pas, Monsieur Keller, avec un partenaire imprévisible. Gardez donc au frais, où elle se conserve bien, cette demande. C'est le contraire qui serait ravageur pour la Suisse, dans cette phase d'achèvement de notre négociation bilatérale.

Je termine, Madame la Présidente. L'Europe des Quinze est l'Europe de notre culture commune, à nous, les peuples de l'Europe. Elle est l'Europe des valeurs de civilisation – la liberté, la démocratie, les droits de l'homme – en lesquelles les Suisses se reconnaissent avec tous les Européens, avec les Européens de l'Occident et, depuis le 9 novembre 1989, avec ceux de l'Europe centrale et de l'Europe orientale. Elle est tout simplement l'Europe de la solidarité que les guerres répétées ont fini, après des siècles et des siècles de sang, par créer. Et la Suisse prétendrait aujourd'hui n'être pas concernée, concernée comme le sont tous ses voisins, sans exception, par la solidarité européenne? Ce n'est ni sérieux ni politiquement responsable. La Suisse est européenne et, aujourd'hui, notre non à l'initiative populaire est la seule voie possible, hélas! Mais ce non serait suicidaire s'il entraînait un autre non, un non à l'intégration graduelle, au long terme, déterminée de la Suisse dans notre continent, bien entendu dans le respect total de notre démocratie directe, car plus que jamais, si le Gouvernement et le Parlement proposent en matière européenne, le peuple, lui, dispose et dispose souverainement.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für unsere Zukunft im Herzen Europas»

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour notre avenir au coeur de l'Europe»

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung

Vote sur l'ensemble, nominatif

(Ref.: 0352)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:

Aeggler, Bangerter, Baumann Alexander, Baumberger, Bäumlin, Bircher, Blaser, Blocher, Bonny, Brunner Toni, Bühlmann, Bühner, Carobbio, Cavadini Adriano, Cumberg, Couchepin, Deiss, Dettling, Diener, Dormann, Dreher, Ducrot, Durrer, Eberhard, Eggly, Ehrler, Engelberger, Eymann, Fankhauser, Fasel, Fässler, Fehr Lisbeth, Fischer-Seengen, Freund, Frey Claude, Friderici, Fritschi, Gadiant, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Guisan, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Hasler Ernst, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Hochreutener, Hollenstein, Imhof, Keller, Kofmel, Kühne, Lachat, Leu, Leuba, Loeb, Loretan Otto, Meier Hans, Moser, Mühlemann, Müller Erich, Nabholz, Nebiker, Oehrli, Ostermann, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Ratti, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scheurer, Schläuer, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Semadeni, Speck, Stamm Luzi, Steinemann, Steiner, Strahm, Straumann, Stucky, Teuscher, Thür, Tschuppert, Vallender, Vermot, Vogel, Vollmer, von Felten, Weigelt, Weyeneth, Wittenwiler, Wyss

(104)

Dagegen stimmen – Rejetten le projet:

Chiffelle, Gross Jost, Hubacher, Meyer Theo, Roth, Ziegler

(6)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Aeppli, Aguet, Alder, Banga, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Béguelin, Berberat, Caccia, Cavalli, Comby, Dünki, Dupraz, Epiney, Filliez, Gonseth, Grendelmeier, Günter, Gysin Remo, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Hubmann, Jeanprêtre, Lauper, Leemann, Leuenberger, Marti Werner, Maury Pasquier, Meier Samuel, Rennwald, Schmid Odilo, Simon, Spielmann, Stump, Suter, Tschäppät, Tschopp, von Allmen, Weber Agnes, Zapfl, Zwygart

(42)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:

Bezzola, Binder, Bodenmann, Borel, Borer, Bortoluzzi, Bossard, Christen, David, de Dardel, Egerszegi, Engler, Fehr Hans, Fischer-Hägglingen, Föhn, Frey Walter, Giezendanner, Goll, Grobet, Gross Andreas, Haering Binder, Heberlein, Jans, Jaquet, Jutzet, Kunz, Langenberger, Ledergerber, Lötscher, Maître, Maspoli, Maurer, Müller-Hemmi, Rechsteiner Paul, Rechsteiner Rudolf, Rycken, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Steffen, Steinegger, Thanei, Theiler, Vetterli, Widmer, Widrig, Wiederkehr, Zbinden

(47)

Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:

Stamm Judith

(1)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

«Für unsere Zukunft im Herzen Europas». Volksinitiative

«Pour notre avenir au coeur de l'Europe». Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1997
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	95.062
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.03.1997 - 14:30
Date	
Data	
Seite	148-162
Page	
Pagina	
Ref. No	20 041 636

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.